

PRÉFECTURE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET
DE LA FORÊT
NOR : 2400-00 - 01284

ARRETE

*portant déclaration d'utilité publique
de l'établissement de périmètres de protection
autour du captage d'eau potable « La Chiennerie »
commune de La Chapelle d'Andaine
et autorisant la dérivation et le prélèvement des eaux,*

Le PREFET de l'ORNE

- VU l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales et les articles L 214-1 à L 214-4 sur les régimes d'autorisation ou de déclaration du Code de l'Environnement,
- VU les articles L 20 et L 20-1 du Code de la Santé Publique,
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 relatifs à la procédure et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration,
- VU le règlement sanitaire départemental,
- VU l'arrêté du 22 novembre 1993 relatif au Code des bonnes pratiques agricoles,
- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du Bassin Loire-Bretagne, approuvé par arrêté du 26 juillet 1996 du Préfet, Coordonnateur de Bassin,
- VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 1997 relatif au premier programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (zones vulnérables)
- VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2000 prorogeant le délai d'instruction du dossier,
- VU la demande du Syndicat Départemental de l'Eau et du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable d'Andaine concernant la protection du captage « La Chiennerie » à La Chapelle d'Andaine,
- VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date de mars 1999 et le rapport complémentaire de mai 2000,
- VU les enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 15 au 29 mai 2000, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 14 avril 2000, dans la commune de La Chapelle d'Andaine,
- VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur,
- VU le plan parcellaire et la liste des propriétaires,
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 18 septembre 2000,
- VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne,

ARRETE :

Article 1^{er} - Sont déclarés d'utilité publique les travaux de dérivation, de prélèvement d'eau et l'institution de périmètres de protection autour du captage d'eau potable « La Chiennerie », commune de La Chapelle d'Andaine.

Article 2 - Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable d'Andaine est autorisé à prélever une partie des eaux souterraines alimentant le captage ; le débit et le volume à prélever par pompage par le Syndicat ne pourront excéder au total : 40 m³/h soit 800 m³ par jour (rubrique 1.1.0. de la nomenclature du décret n° 93-743 susvisé, déclaration de prélèvement pour un débit inférieur à 80 m³/h). Le Syndicat Départemental de l'Eau est autorisé à dériver 40 m³/h soit 800 m³/jour.

Article 3 - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser les débit et volume autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires seront soumis par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable d'Andaine à l'agrément du service chargé de la Police de l'Eau (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de l'Orne). Un rapport annuel sera fourni à ce service en précisant les principaux paramètres d'exploitation des ouvrages de production : prélèvements mensuels, annuels, niveaux piézométriques, dynamique et statique.

Article 4 - Les périmètres de protection immédiate et rapprochée (zones A et B) sont établis autour du captage conformément aux plan et à l'état parcellaires joints au présent arrêté ; le périmètre de protection éloignée est établi selon la carte jointe.

Article 5 - Les mesures de protection attachées aux périmètres de protection sont les suivantes :

1. Périmètre de protection immédiate

L'ouvrage est situé parcelle ZO 72, commune de La Chapelle d'Andaine. Le périmètre de protection immédiate, d'environ 3 000 m², sera totalement clôturé avec un portail d'entrée cadenassé. Un fossé périphérique étanche de dérivation des eaux de surface sera édifié sur la totalité du pourtour et viendra s'écouler dans le fossé situé le long de la route nationale 176 entre Juvigny sous Andaine et La Chapelle d'Andaine.

Toute activité autre que celle nécessitée par l'exploitation et l'entretien des ouvrages de prélèvement et de traitement de l'eau est interdite. Aucune utilisation de produits phytosanitaires n'y est possible ; l'entretien du terrain se fera par des moyens exclusivement mécaniques ; la végétation fauchée étant immédiatement et totalement récoltée. Le stockage de produits autres que ceux nécessaires pour l'exploitation de la prise d'eau est interdit. Le parage des animaux et la mise en culture y sont rigoureusement interdits. Ce périmètre sera régulièrement entretenu et les terrains correspondant resteront la propriété de la collectivité.

2. Périmètre de protection rapprochée

Ce périmètre comporte deux zones A et B de forme rectangulaire orientée au nord ouest désignées aux plan et état parcellaires annexés au présent arrêté. Diverses interdictions et réglementations sont instaurées dans ce périmètre.

Activités interdites dans le périmètre de protection rapprochée zones A et B

- La création de campings, villages de vacances et installations analogues
- La création de cimetière
- Le désherbage des voiries au moyen d'herbicides et de pesticides, il est demandé d'utiliser à ce sujet plutôt des moyens mécaniques ou thermiques
- L'apport d'eaux usées ou de produits chimiques et toxiques dans les fossés ou ruisseaux
- L'utilisation de produits phytosanitaires sauf dérogation accordée après avis du C.D.H
- Les dépôts non aménagés de produits phytosanitaires
- Le stockage des produits phytosanitaires ou fertilisants (minéraux) sans précautions particulières Il est prescrit de les entreposer sur des aires étanches et dans une enceinte de confinement permettant en cas de lessivage des produits, de limiter au maximum l'impact sur les eaux de ruissellement
- L'aspersion des produits phytosanitaires par voie aéroportée
- Les manipulations de produits phytosanitaires (remplissage ou vidange de cuves, réalisation des mélanges, nettoyage de matériel ...) en dehors des locaux prévus à cet effet
- Les dépôts non aménagés de fumiers y compris les dépôts en bout de champ

- Les dépôts non aménagés de matières fermentescibles destinées à la fertilisation des cultures à l'exception des composts qui sont autorisés
- Les silos non aménagés destinés à la conservation par voie humide des aliments (ensilage d'herbe et maïs type taupinière) à l'exception des silos ayant un taux de matière sèche supérieur à 27 %
- Tout dépôt de produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration et/ou ruissellement (fumiers, fientes de volailles, ensilage, dont les stockages ne seraient pas correctement aménagés)
- L'épandage de boues de station d'épuration
- Les fosses à lisier, purin ou eaux souillées dont la capacité est inférieure au volume réglementaire et ne permet pas le stockage entre deux épandages
- Le drainage des parcelles agricoles
- Les sols nus en hiver (mise en place d'engrais verts ou de cultures dérobées). En aucun cas, une parcelle ne pourra rester nue plus de trois mois
- Les points d'affouragements permanents et parcage à l'air libre avec concentration d'animaux (regroupement dense avec piétinement et dégradation du couvert végétal)
- La suppression des parcelles boisées – l'exploitation du bois étant possible, à l'exception des coupes à blanc
- La suppression du réseau bocager existant, restant encore en place
- L'installation de canalisations, de réservoirs ou dépôts :
 - d'hydrocarbures liquides ou gazeux
 - de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature (à l'exception des ouvrages d'alimentation individuelle qui devront être réalisés conformément à la réglementation qui leur est applicable)
 - les dépôts sont interdits sauf pour les usages domestiques et agricoles existants et sous réserve de réaliser un double cuvelage ou un bac de rétention égal au volume stocké
- Le stockage souterrain de quelque nature que ce soit, à l'exception des cuves à fuel pour les usages domestiques et agricoles existant, ne dépassant pas 3 000 litres dans les conditions fixées ci-dessus
- La création de carrières à ciel ouvert ou en galeries souterraines
- L'ouverture d'excavations
- Le remblaiement d'excavations sans précaution particulière
- Tout dépôt d'ordures ménagères ou autres matières fermentescibles, immondiçes, résidus détritiques, produits radioactifs, centres et enfouissements techniques de classe I et II
- La création d'aires industrielles de lavage de véhicules
- Toute activité industrielle classée susceptible de polluer la ressource par la présence de stockages toxiques dans ses propres installations, ou par des rejets supérieurs à 500 éq./hab après traitement, en dehors des activités de service indispensables à la vie quotidienne des habitants. Seuls les services compétents (DDASS, DRIRE, SV ...) pourront statuer sur le type d'installations autorisées
- La création d'étangs ou plans d'eau
- Le comblement de puits existants, sans précaution particulière
- La création de points d'eau (eaux superficielles et souterraines) à l'exception des nouveaux puits qui pourront être créés dans le seul cadre de l'alimentation en eau potable des collectivités
- L'abreuvement des animaux directement dans les cours d'eau

Activités interdites dans le périmètre de protection rapprochée zone A

- L'épandage de déjections animales ou de tout autre produit fermentescible
- L'apport d'engrais minéraux entre le 1er septembre et le 14 février et il sera limité à 170 unités d'azote par hectare et par an en dehors de ces périodes
- La création ou l'extension de bâtiments d'élevage et d'installations classées sauf pour la mise aux normes des installations existantes
- Le pâturage au-dessus de 1,2 UGB/ha
- Toute culture autre que la prairie pâturée ou récoltée. La fertilisation minérale doit y être fractionnée
- la création ou l'extension d'installations non classées susceptibles de polluer la ressource

Activités interdites dans le périmètre de protection rapprochée zone B

- Les apports de fertilisation azotée minérale ou organique entre le 16 septembre et le 31 janvier dans le cas général, ou du 31 octobre au 31 janvier pour les cultures pouvant exprimer un fort développement végétatif hivernal (prairies implantées et crucifères). Dans ce dernier cas, les apports seront limités à 100 unités d'azote par hectare durant la période du 16 septembre au 1er novembre

Activités réglementées et soumises à autorisation préalable dans le périmètre de protection rapprochée zones A et B

- ♦ Tout terrassement (pour voiries, canalisations d'adduction, etc)
- ♦ Tout projet d'installation classée
- ♦ Les exploitations agricoles et les établissements industriels devront être mis en conformité
- ♦ Dans le cas des élevages, toutes les dispositions devront être prises pour éviter d'une part la dilution inutile des déjections produites (maîtrise des eaux ruisselantes et de lavage) et d'autre part, le ruissellement ou l'infiltration des déjections, jus d'ensilage et lessivats de matières fermentescibles
- ♦ Tout projet d'élevage devra indiquer les mesures prises pour éviter la contamination des eaux ruisselantes et d'infiltration (aires bétonnées découvertes – silos, ...). La conception du projet devra minimiser la production d'eaux parasites par le contrôle des abreuvoirs, la couverture totale ou partielle des aires bétonnées souillées et la mise en place de canalisation (gouttières, rigoles, ...) dérivant les eaux pluviales
- ♦ La création de zones d'activité sera réglementée en fonction du type d'activités prévues et toute nouvelle activité sera soumise à la réglementation générale en ce qui concerne les activités agricoles (serres, zone horticole ...) ou artisanales. Un projet détaillé devra être fourni aux autorités compétentes (DDASS, DDAF, SV...) qui autoriseront ou non la réalisation du projet.
- ♦ En général, tous les établissements classés et non classés (dépôts d'engrais et de produits phytosanitaires, installations artisanales,...) susceptibles de polluer les eaux par des rejets, par des stockages ou par des manutentions devront être conformes à la réglementation et respecter les normes de rejet qui leur ont été fixées.
- ♦ les puits et forages existants seront aménagés pour protéger la nappe contre des pollutions (surélévation et étanchéité de la couverture, paroi étanche dans la partie non captante, sol étanche avec pente vers l'extérieur autour du puits ...)
- ♦ les puits abandonnés seront supprimés ou comblés selon les règles de l'art,
- ♦ Tout changement d'affectation de bâtiments existants
- ♦ La création ou la modification des conditions d'utilisation des voies de communication
- ♦ La création, le reprofilage ou la suppression des fossés
- ♦ Toute construction de bâtiments
- ♦ La suppression de talus

Activités réglementées et soumises à autorisation préalable dans le périmètre de protection rapprochée zone A

- ♦ Tout bâtiment ou habitation déjà existante devra se mettre en conformité vis à vis de son dispositif d'assainissement dans un délai de DOUZE MOIS
- ♦ Le bornage précis (relevés géomètre) de cette zone sera fait avant la mise en place d'un talus de séparation.
- ♦ Un talus de séparation ou haie vive sera créé autour de la zone A, là où la limite n'est pas matérialisée par une haie ou un talus
- ♦ L'aménagement de fossés étanches en bord de la route nationale 176 sera réalisé afin d'éviter l'infiltration des eaux de ruissellement issues de la chaussée et permettre leur évacuation à l'aval de cette zone

Activités réglementées et soumises à autorisation préalable dans le périmètre de protection rapprochée zone B

- ♦ La création ou l'extension de bâtiments d'élevage ou d'installation classée
- ♦ L'irrigation
- ♦ Des actions de sensibilisation de la population seront effectuées afin d'éviter toute pratique polluante (notamment auprès des propriétaires de jardin concernant la nocivité des produits de traitement appliqués)

- ♦ Les pratiques agricoles devront être modifiées compte tenu des risques de ruissellement :
 - le travail des parcelles dans le sens de la pente est à éviter
 - les épandages par temps de fortes pluies sont proscrits
 - la valeur fertilisante des engrais organiques (fumier, lisier) sera prise en compte
 - des cultures intercalaires seront implantées
- ♦ Un suivi agronomique sera programmé sur une période de trois ans

Activités recommandées et précautions particulières dans le périmètre de protection rapprochée zones A et B

- ♦ Indépendamment des prescriptions indiquées ci-dessus et de la mise en conformité des éventuelles installations existantes (sièges d'exploitation agricole, assainissement individuel) avec la réglementation générale, des précautions particulières seront prises pour l'utilisation des produits de traitement phytosanitaires, aussi bien sur des cultures que dans l'emprise des voiries. Leur utilisation doit avoir lieu selon les dispositions édictées par le droit commun et préconisées par le CORPEN
- ♦ Il sera installé sur chacune des voies d'accès à l'entrée des périmètres de protection rapprochée un panneau signalétique rappelant que l'on se situe dans un périmètre de protection d'eau potable
- ♦ Les ruisseaux et fossés seront régulièrement entretenus. L'apport d'eaux usées de quelque nature que ce soit y est interdit
- ♦ Il est conseillé à la collectivité d'acheter les terrains qui lui sont ou seront proposés, en privilégiant l'acquisition des parcelles ou des zones humides les plus proches du périmètre immédiat et des parcelles plus sensibles au lessivage. De plus, la collectivité évitera de contribuer à la prolifération de friches ; elle pourra notamment procéder au boisement de ces parcelles – dès lors que cela ne nuit pas aux équilibres écologiques ou au potentiel de dénitrification des zones humides – ou les louer à des exploitants agricoles intéressés par une conduite en prairie fauchée, non pâturée
- ♦ Il est conseillé de réaliser sur les prairies deux fauches à l'année

Activités recommandées et précautions particulières dans le périmètre de protection rapprochée zone A

- ♦ Rappeler aux particuliers (si des acquisitions se faisaient dans ce sens) que le pâturage par des animaux domestiques est aussi réglementé à 1,2 UGB / ha
- ♦ Prendre soin de l'opportunité d'achat de terrains dans le secteur afin de procéder, si possible, à des échanges avec les propriétaires de terrains agricoles actuellement situés en zone A

3. Périmètre de protection éloignée

Ce périmètre correspond à une zone de part et d'autre des périmètres de protection rapprochée. Ses limites sont précisées dans le plan joint mais ne donnent pas lieu à un inventaire cadastral. Seule la réglementation générale s'applique. Toutefois, il est conseillé de développer des actions et des informations dans les directions suivantes :

- ♦ Mise en place d'un conseil agronomique tant sur le plan de la fertilisation raisonnée que du drainage
- ♦ Mise en place d'actions complémentaires de type « réduction de pollutions chroniques » [bactériologiques (assainissement), pesticides (agriculture et désherbages divers) et nitrates (activités agricoles)]
- ♦ Mise en place d'une information sur les eaux souterraines et la préservation de leurs qualités
- ♦ De plus, il sera demandé aux services d'entretien de la route nationale 176 comme à ceux s'occupant de la voirie de la zone agglomérée de la Chapelle d'Andaine et des hameaux périphériques, de ne pas utiliser de désherbant et autres pesticides – fongicides sur le secteur.
- ♦ Un accord, dans le même sens avec la laiterie Flécharde et avec l'abattoir Flécharde Normandie Volailles est aussi souhaitable
- ♦ Les activités de fabrication, de stockage et d'emploi de dioxyde de chlore par l'exploitant de la station de traitement d'eau potable devront être mises en conformité réglementaire.

Article 6 - Les installations, activités et dépôts existant à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 5 dans un délai maximum de deux ans.

Article 7 - Postérieurement à la date du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention au service de la Police de l'Eau et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'administration fera connaître ses prescriptions dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de fourniture de tous les renseignements et documents demandés ; à défaut de réponse dans le délai précité seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 8 - Le Président du Syndicat Départemental de l'Eau est autorisé à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Après leur acquisition en pleine propriété, ces terrains seront clôturés de façon efficace et aux frais du Syndicat Départemental de l'Eau.

Les expropriations éventuelles devront intervenir dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté.

Article 9 - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière, par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques, et ce à la diligence et aux frais du Syndicat Départemental de l'Eau.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans ce périmètre, à la diligence et aux frais du Syndicat Départemental de l'Eau.

Article 10 - Conformément aux engagements pris par le Syndicat Départemental de l'Eau le 2 juillet 1998, celui-ci devra indemniser les tiers des préjudices directs, matériels et certains qu'ils pourront prouver leur avoir été causés du fait de la dérivation des eaux ou des servitudes instituées.

Article 11 - Il sera pourvu à la dépense au moyen de subventions et de fonds libres.

Article 12 - Le Secrétaire Général de la Préfecture,
Le Président du Syndicat Départemental de l'Eau,
Le Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable d'Andaine
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée :

au Maire de la commune de La Chapelle d'Andaine,
au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
au Directeur Départemental de l'Equipeement,
aux Services Vétérinaires
au Président du Parc naturel régional Normandie Maine.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour ampliation,
Le Chef du Service eau et environnement

Daniel HUGUET

Fait à Alençon, le 27 OCT. 2000

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Didier MARTIN

LA CHAPELLE D'ANDAINE

FORAGE LA CHIENNERIE F1

Maitre d'ouvrage
SIAEP D'ANDAINE

Exploitant
STGS SARL

Code BSS BRGM Code SISE EAUX
02493X0006 61001414

Usage de l'eau
ADDUCTION COLLECTIVE PUBLIQUE

Puise dans
BRIOÉRIEN - MASSIF ARMORICAIN

Profondeur (m)
106

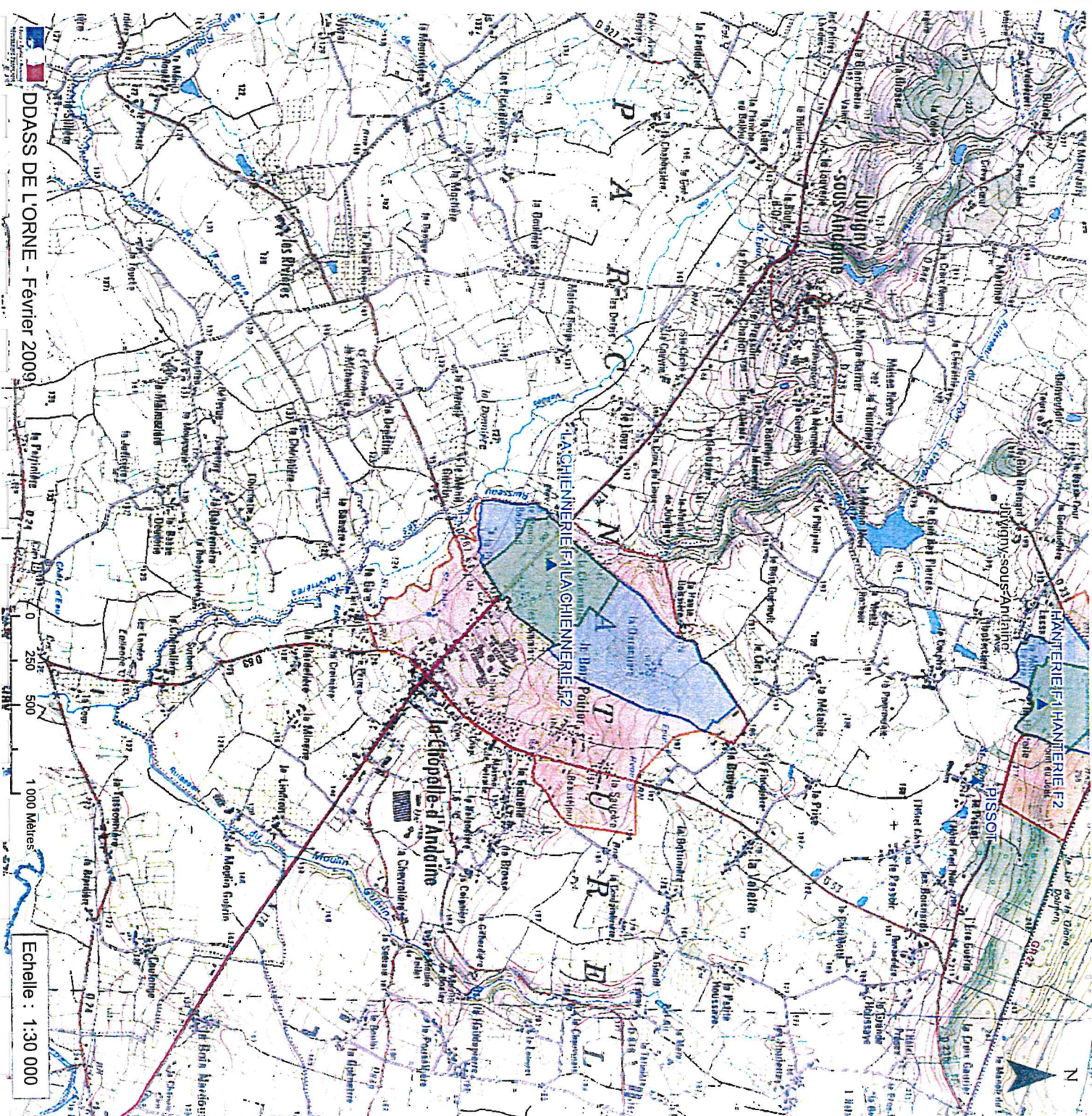
Débit moyen (m³/l)
275

Périmètre de protection

Date du rapport géologique
22/06/2000

Date arrêté DUP
27/10/2000

- ▲ Captage AEP
 - ▲ Projet de captage
- Périmètres de protection**
- Rapproché central
 - Rapproché périphérique
 - Eloigné



LA CHAPELLE D'ANDAINE

FORAGE

LA CHIENNERIE F2

Maître d'ouvrage
SIAEP D'ANDAINE

Exploitant
STGS SARL

Code BSS BRGM
02493X0007

Code SISE EAUX
61001415

Usage de l'eau
ADDUCTION COLLECTIVE PUBLIQUE

Puise dans
BRIOVÉRIEN - MASSIF ARMORICAIN

Profondeur (m)
109

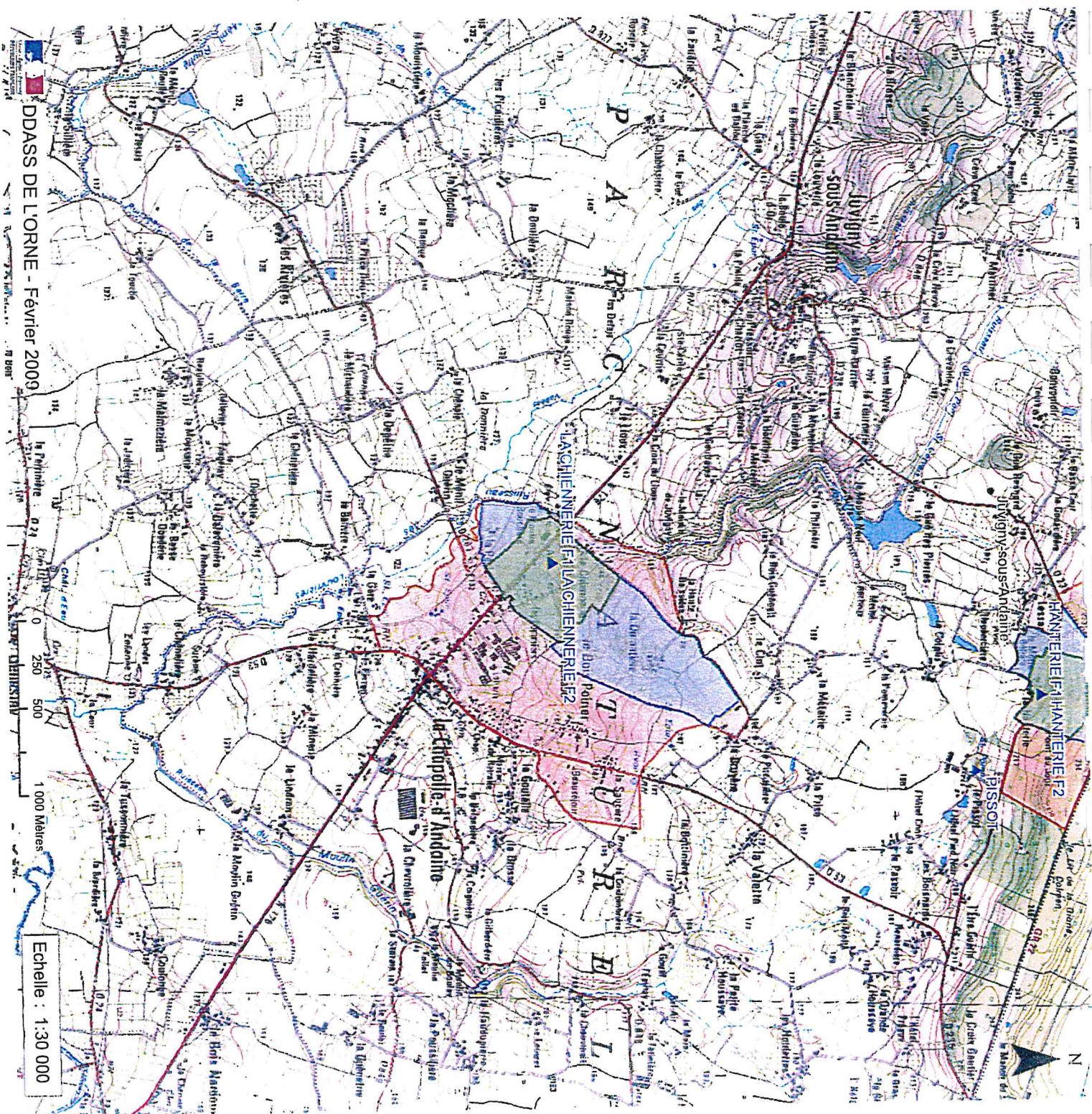
Débit moyen (m³/j)
275

Périmètre de protection

Date du rapport géologique
22/06/2000

Date arrêté DUP
27/10/2000

- ▲ Captage AEP
 - ▲ Projet de captage
- Périmètres de protection**
- Rapproché central
 - Rapproché périphérique
 - Eloigné



LA CHAPELLE D'ANDAINNE

FORAGE HANTERIE F2

Maitre d'ouvrage
SIAEP D'ANDAINNE

Exploitant
STGS SARL

Code BSS BRGM Code SISE EAUX
2493X0005 61001644

Usage de l'eau
ADDUCTION COLLECTIVE PUBLIQUE

Puise dans
BROUËRIEN - MASSIF ARMORICAIN

Profondeur (m)
100

Débit moyen (m³/j)
200

Périmètre de protection

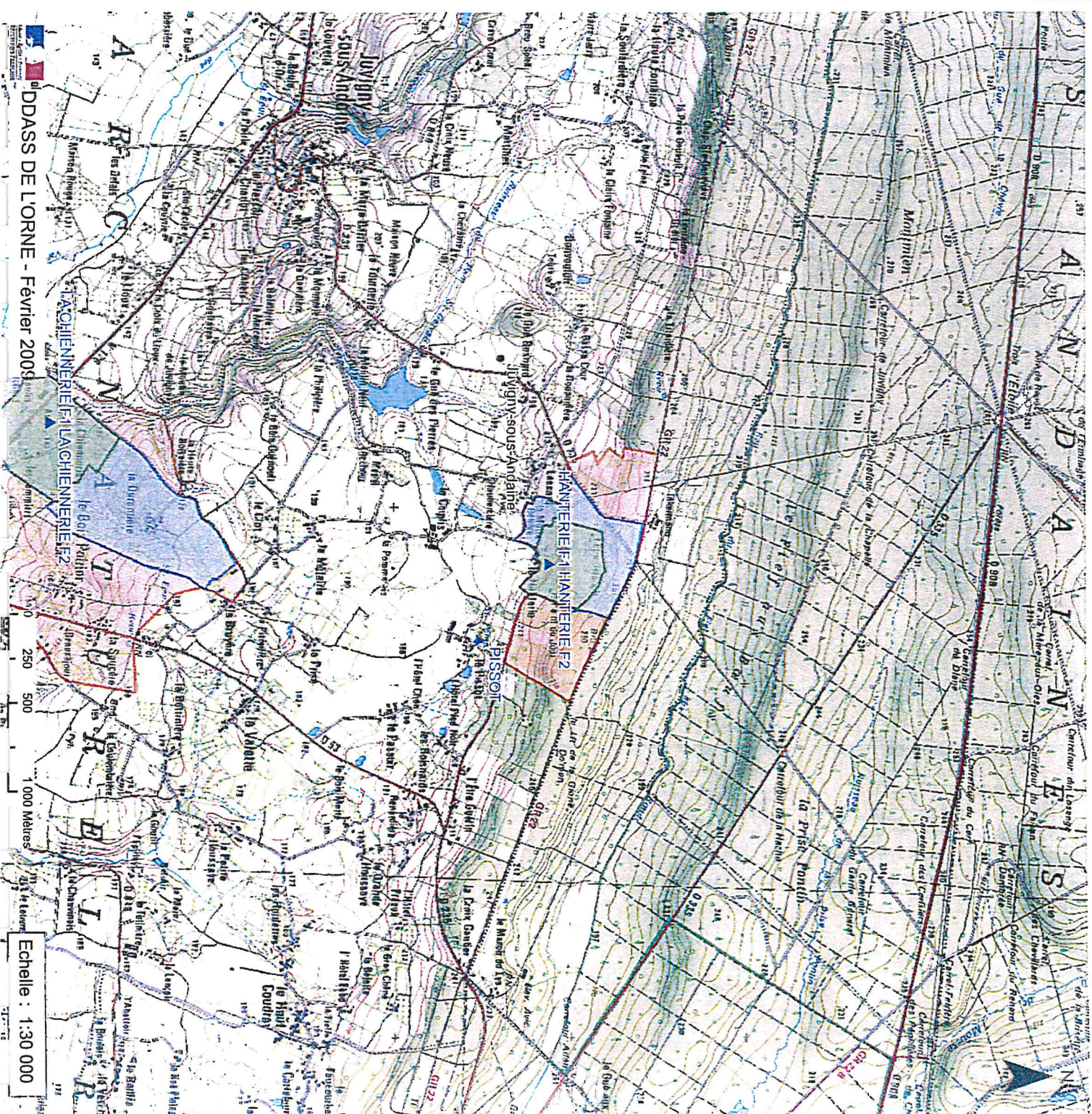
Date du rapport géologique
15/07/2002

Date arrêté DUP
03/11/2006

- ▲ Captage AEP
- ▲ Projet de captage

Périmètres de protection

- Rapproché central
- Rapproché périphérique
- Eloigné



LA CHAPELLE D'ANDAINE

FORAGE

HANTERIE F1

Maître d'ouvrage
SIAEP D'ANDAINE

Exploitant
STGS SARL

Code BSS BRGM
2493X0004

Code SISE EAUX
61001643

Usage de l'eau
ADDUCTION COLLECTIVE PUBLIQUE

Puise dans
BRIOVERIEN - MASSIF ARMORICAIN

Profondeur (m)
100

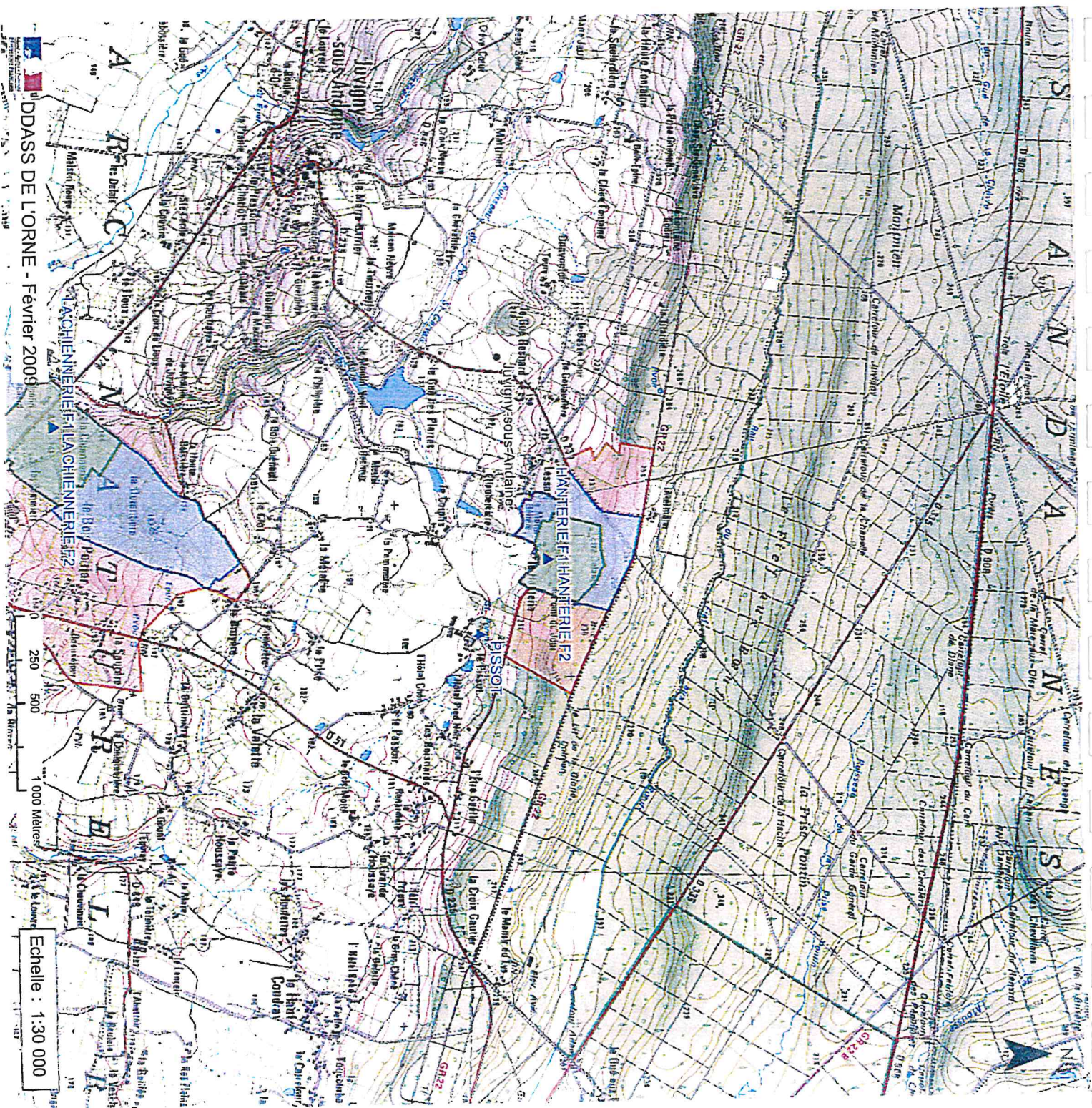
Débit moyen (m3/j)
200

Périmètre de protection

Date du rapport géologique
15/07/2002

Date arrêté DUP
03/11/2006

- ▲ Captage AEP
 - ▲ Projet de captage
- Périmètres de protection**
- Rapproché central
 - Rapproché périphérique
 - Eloigné



DDASS DE L'ORNE - Février 2005

Echelle : 1:30 000

COMMUNE DE JUVIGNY SOUS ANDAINE

SERVITUDE EL7

SERVITUDE D'ALIGNEMENT

I - GENERALITES

Servitudes d'alignement.

Code de la voirie routière : articles L. 112-1 à L. 112-7, R. 112-1 à R. 112-3 et R. 141-1.

Circulaire n°79-99 du 16 octobre 1979 (B. O.M.E. T. 79/47) relative à l'occupation du domaine public routier national (réglementation), modifiée et complétée par la circulaire du 19 juin 1980.

Code de l'urbanisme, article R. 123-32-1.

Circulaire n°78-14 du 17 janvier 1978 relative aux emplacements réservés par les plans d'occupation des sols (chapitre 1er, Généralités, § 1.2.1 [4e]).

Circulaire n°80-7 du 8 janvier 1980 du ministre de l'intérieur.

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction des routes).

Le service départemental responsable de cette servitude est le **Conseil Général de l'Orne** pour les routes départementales et la **Direction Départementale des Territoires** pour les voies communales.

Les actes qui ont institué cette servitude sont :

- Dans la traverse du bas bourg, route départementale n°976 : servitude d'alignement instituée par le Préfet le 24/03/1874.
- Dans la traverse du bourg, la route départementale n°235: servitude d'alignement instituée le 07/04/1880 par le conseil général
- Dans la traverse du « le Gué Besnard », la route départementale n°235: servitude d'alignement instituée le 11 /04/1893 par le conseil général.

II. - PROCEDURE D'INSTITUTION

Les plans d'alignement fixent la limite de séparation des voies publiques et des propriétés privées, portent attribution immédiate, dès leur publication, du sol des propriétés non bâties à la voie publique et frappent de servitude de reculement et d'interdiction de travaux confortatifs les propriétés bâties ou closes de murs (immeubles en saillie).

A. - PROCÉDURE

1 Routes nationales

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes nationales.

Approbation après enquête publique préalable par arrêté motivé du préfet lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables, dans le cas contraire par décret en Conseil d'Etat (art. L. 123-6 du code de la voirie routière).

L'enquête préalable est effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-19 à R. 11-27 du code de l'expropriation. Le projet soumis à enquête comporte un extrait cadastral et un document d'arpentage.

Pour le plan d'alignement à l'intérieur des agglomérations, l'avis du conseil municipal doit être demandé à peine de nullité (art. L. 123-7 du code de la voirie routière et art. L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales).

2 Routes départementales

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes départementales.

Approbation par délibération du conseil général après enquête publique préalable effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-1 et suivants du code de l'expropriation.

L'avis du conseil municipal est requis pour les voies de traverses (art. 1.

131-6 du code de la voirie routière et art. L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales).

3 Voies communales

Les communes ne sont plus tenues d'établir des plans d'alignement (loi du 22 juin 1989 publiant le code de la voirie routière).

Adoption du plan d'alignement par délibération du conseil municipal après enquête préalable effectuée dans les formes fixées par les articles R. 141-4 et suivants du code de la voirie routière.

La délibération doit être motivée lorsqu'elle passe outre aux observations présentées ou aux conclusions défavorables du commissaire enquêteur.

Le dossier soumis à enquête comprend : un projet comportant l'indication des limites existantes de la voie communale, les limites des parcelles riveraines, les bâtiments existants, le tracé et la définition des alignements projetés ; s'il y a lieu, une liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou en partie, à l'intérieur des alignements projetés.

L'enquête publique est obligatoire. Ainsi la largeur d'une voie ne peut être fixée par une simple délibération du conseil municipal (Conseil d'Etat, 24 janvier 1973, demoiselle Favre et dame Boineau: rec., p. 63 ; 4 mars 1977, veuve Péron).

Si le plan d'alignement (voies nationales, départementales ou communales) a pour effet de frapper d'une servitude de reculement un immeuble qui est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou compris dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, ou encore protégé soit au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, soit au titre d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain, il ne peut être adopté qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de 15 jours (art. 3 du décret n° 77-738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir).

La procédure de l'alignement est inapplicable pour l'ouverture des voies nouvelles (1). Il en est de même si l'alignement a pour conséquence de porter une atteinte grave à la propriété riveraine (Conseil d'Etat, 24 juillet 1987, commune de Sannat : rec. T., p. 1030), ou encore de rendre impossible ou malaisée l'utilisation de l'immeuble en raison notamment de son bouleversement intérieur (Conseil d'Etat, 9 décembre 1987, commune d'Aumerval : D.A. 1988, n° 83).

(1) L'alignement important de la voie est assimilé à l'ouverture d'une voie nouvelle (Conseil d'Etat, 15 février 1956, Montarnal rec. T., p. 780).

4 Alignement et plan local d'urbanisme

Un plan d'alignement et un document d'urbanisme, schéma de cohérence territoriale, plan local d'urbanisme ou carte communale, sont des documents totalement différents, dans leur nature comme dans leurs effets

- le document d'urbanisme ne peut en aucun cas modifier, par ses dispositions, le plan d'alignement qui ne peut être modifié que par la procédure qui lui est propre

- les alignements fixés par le document d'urbanisme n'ont aucun des effets du plan d'alignement, notamment en ce qui concerne l'attribution au domaine public du sol des propriétés concernées (voir le paragraphe " Effets de la servitude").

En revanche, dès lors qu'il existe un PLU opposable aux tiers, les dispositions du plan d'alignement, comme pour toute servitude, ne sont elles-mêmes opposables aux tiers que si elles ont été reportées au PLU dans l'annexe "Servitudes".

Dans le cas contraire, le plan d'alignement est inopposable (et non pas caduc), et peut être modifié par la commune selon la procédure qui lui est propre.

C'est le sens de l'article R. 123-32-1 du code de l'urbanisme, aux termes duquel "nonobstant les dispositions réglementaires relatives à l'alignement, les alignements nouveaux des voies et places résultant d'un plan local d'urbanisme rendu public ou approuvé, se substituent aux alignements résultant des plans généraux d'alignement applicables sur le même territoire".

Les alignements nouveaux résultant des plans locaux d'urbanisme peuvent être :

- soit ceux existant dans le plan d'alignement mais qui ne sont pas reportés tels quels au PLU. parce qu'on souhaite leur donner une plus grande portée, ce qu'interdit le champ d'application limité du plan d'alignement;
- soit ceux qui résultent uniquement des PLU sans avoir préalablement été portés au plan d'alignement, comme les tracés des voies nouvelles, dont les caractéristiques et la localisation sont déterminées avec une précision suffisante ; ils sont alors inscrits en emplacements réservés. Il en est de même pour les élargissements des voies existantes (art. L. 123-1 du code de l'urbanisme).

B - INDEMNISATION

L'établissement de ces servitudes ouvre aux propriétaires, à la date de la publication du plan approuvé, un droit à indemnité fixée à l'amiable, et représentative de la valeur du sol non bâti.

A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée comme en matière d'expropriation (art. L. 112-2 du code de la voirie routière).

Le sol des parcelles qui cessent d'être bâties, pour quelque cause que ce soit, est attribué immédiatement à la voie avec indemnité réglée à l'amiable ou à défaut, comme en matière d'expropriation.

C. - PUBLICITE

Publication dans les formes habituelles des actes administratifs.

Dépôt du plan d'alignement dans les mairies intéressées où il est tenu à la disposition du public.

Publication en mairie de l'avis de dépôt du plan.

Le défaut de publication enlève tout effet au plan général d'alignement (1).

(1) Les plans définitivement adoptés après accomplissement des formalités, n'ont un caractère obligatoire qu'après publication, dans les formes habituelles de publication des actes administratifs (Conseil d'Etat, 2 juin 1976, époux Charpentier, req. no 97950). Une notification individuelle n'est pas nécessaire (Conseil d'Etat, 3 avril 1903, Bontemps : rec., p 295). 20 Droits résiduels du propriétaire

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour l'autorité chargée de la construction de la voie, lorsqu'une construction nouvelle est édifiée en bordure du domaine public routier, de visiter à tout moment le chantier, de procéder aux vérifications qu'elle juge utiles, et de se faire communiquer les documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments pour s'assurer que l'alignement a été respecté. Ce droit de visite et de communication peut être exercé durant deux ans après achèvement des travaux (art. L. 112-7 du code de la voirie routière et L. 460-1 du code de l'urbanisme).

Possibilité pour l'administration, dans le cas de travaux confortatifs non autorisés, de poursuivre l'infraction en vue d'obtenir du tribunal administratif, suivant les circonstances de l'affaire, l'arrêt immédiat des travaux ou l'enlèvement des ouvrages réalisés.

2 Obligations de faire imposées aux propriétaires

Néant.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1 Obligations passives

La décision de l'autorité compétente approuvant le plan d'alignement est attributive de propriété uniquement en ce qui concerne les terrains privés non bâtis, ni clos de murs. S'agissant des terrains bâtis ou clos par des murs, les propriétaires sont soumis à des obligations de ne pas faire.

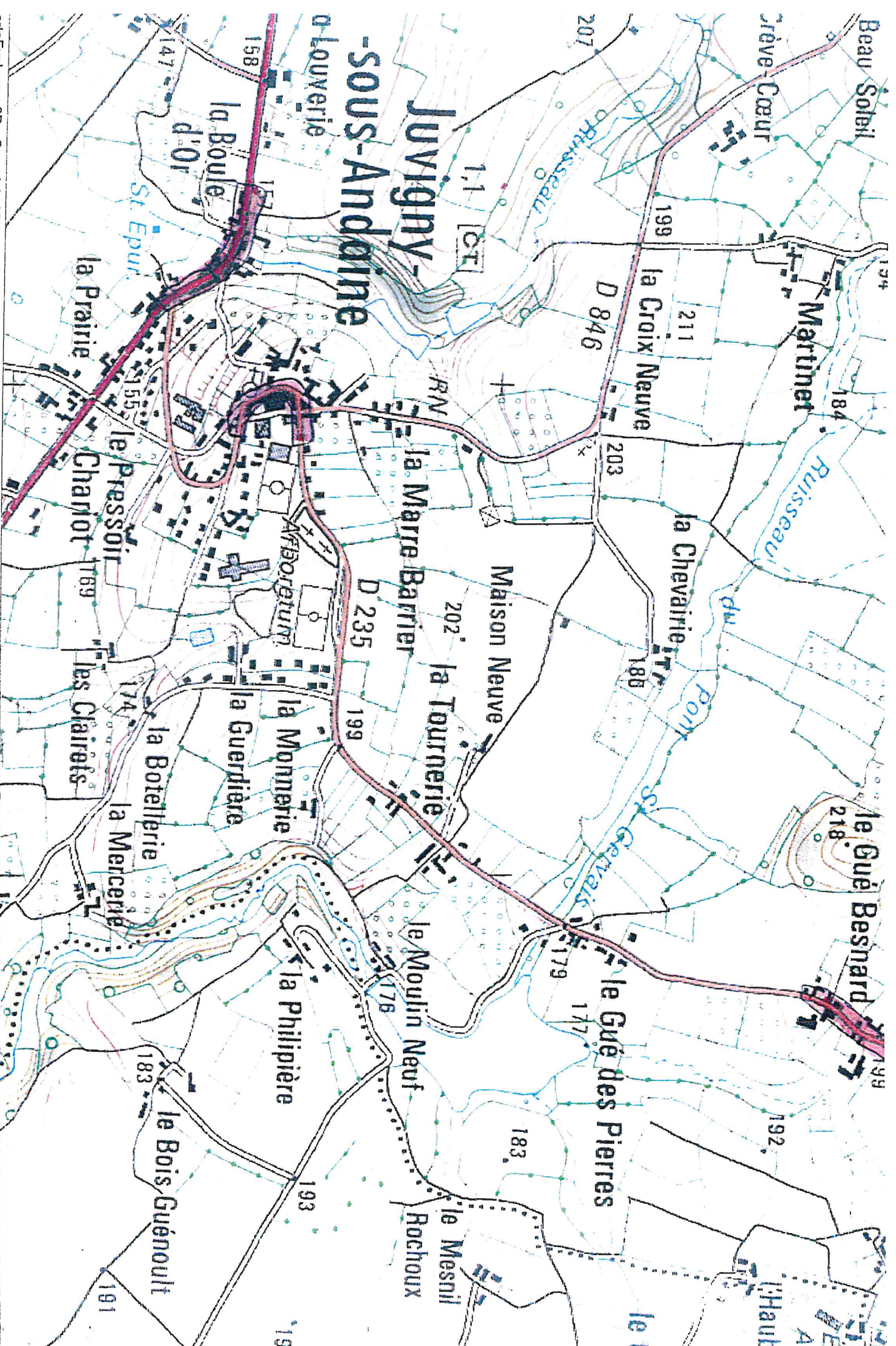
Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur la partie frappée d'alignement, à l'édification de toute construction nouvelle, qu'il s'agisse de bâtiments neufs remplaçant des constructions existantes, de bâtiments complémentaires ou d'une surélévation (servitude non *aedificandi*).

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur le bâtiment frappé d'alignement, à des travaux confortatifs tels que renforcement des murs, établissement de dispositifs de soutien, substitution d'aménagements neufs à des dispositifs vétustes, application d'enduits destinés à maintenir les murs en parfait état, etc. (servitude non *confortandi*).

2 Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire riverain d'une voie publique dont la propriété est frappée d'alignement, de procéder à des travaux d'entretien courant, mais obligation avant d'effectuer tous travaux de demander l'autorisation à l'administration. Cette autorisation, valable un an pour tous les travaux énumérés, est délivrée sous forme d'arrêté préfectoral pour les routes nationales et départementales, et d'arrêté du maire pour les voies communales.

Le silence de l'administration ne saurait valoir accord tacite.



250 m

**COMMUNE DE JUVIGNY SOUS
ANDAINE**

SERVITUDE PT2

**SERVITUDE RELATIVE AUX TRANSMISSIONS
RADIOELECTRIQUES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE
LES OBSTACLES DES CENTRES D'EMISSION ET DE
RECEPTION EXPLOITES PAR L'ETAT**

I. - GENERALITES

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.

Code des postes et télécommunications, articles L. 54 à L. 56, R. 21 à R. 26 et R. 39.

Premier ministre.

Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

Ministère de l'Equipeement, du Transport et du Logement.

Ministère de la défense.

Ministère de l'intérieur.

Ministère chargé des transports (direction générale de l'aviation civile [services des bases aériennes], direction de la météorologie nationale, direction générale de la marine marchande, direction des ports et de la navigation maritimes, services des phares et balises).

L'acte qui a institué la servitude PT2LH est un décret ministériel du 24/02/1988 concernant la station de LA FERTE MACE / BEAU SOLEIL 0610220014 (extrémité CEAUCE / LES RUETTES 0610220020)

Le Service responsable de cette servitude, à consulter obligatoirement dans le cas où une construction serait prévue dans la zone de servitude, est **France Telecom – UPRO / DA / Coll.loc CVL NOR** 18, avenue de la république 37700 SAINT PIERRE DES CORPS

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Servitudes instituées par un décret particulier à chaque centre, soumis au contreseing du ministre dont les services exploitent le centre et du Ministre chargé de l'Equipement. Ce décret auquel est joint le plan des servitudes intervient après consultation des administrations concernées, enquête publique dans les communes intéressées et transmission de l'ensemble de dossier d'enquête à l'Agence Nationale des Fréquence. L'accord préalable du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'agriculture et de la foret est requis dans tous les cas. Si l'accord entre les ministres n'intervient pas, il est statué par décret en Conseil d'Etat (art. 25 du code des postes et des télécommunications).

Les servitudes instituées par décret sont modifiées selon la procédure déterminée ci-dessus lorsque la modification projetée entraîne un changement d'assiette de la servitude ou son aggravation. Elles sont réduites ou supprimées par décret sans qu'il y ait lieu de procéder à l'enquête (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Le plan des servitudes détermine, autour des centres d'émission et de réception dont les limites sont définies conformément au deuxième alinéa de l'article R. 22 du code des postes et télécommunications ou entre des centres assurant une liaison radioélectrique sur ondes de fréquence supérieure à 30 MHz, différentes zones possibles de servitudes.

a) Autour des centres émetteurs et récepteurs et autour des stations de radiorepérage et de radionavigation, d'émission et de réception

(Art. R. 21 et R. 22 du code des postes et des télécommunications)

Zone primaire de dégagement

Distance maximale de 200 mètres (à partir des limites du centre), pour les différents centres à l'exclusion des installations radiogoniométriques ou de sécurité aéronautique pour lesquelles la distance maximale peut être portée à 400 mètres.

Zone secondaire de dégagement

D'une couverture de quelques degrés à 3600 autour des stations de radiorepérage et de radionavigation et sur une distance maximale de 5 000 mètres entre les limites du centre et le périmètre du secteur.

Distance maximale de 2000m (à partir des limites du centre) pour les autres centres.

b) Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 MHz

(Art. R. 23 du code des postes et des télécommunications)

Zone spéciale de dégagement

D'une largeur approximative de 500 mètres compte tenu de la largeur du faisceau hertzien proprement dit estimée dans la plupart des cas à 400 mètres et de deux zones latérales de **50 mètres**.

B. - INDEMNISATION

Possible Si le rétablissement des liaisons cause aux propriétés et aux ouvrages un dommage direct matériel et actuel (art. L. 56 du code des postes et des télécommunications). La demande d'indemnité doit être faite dans le délai d'un an du jour de la notification des mesures imposées. A défaut d'accord amiable, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du tribunal administratif (art. L. 56 du code des

postes et des télécommunications) (1).

C. - PUBLICITÉ

Publication des décrets au *Journal officiel* de la République française.

Publication au fichier du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (instruction du 21 juin 1961, n° 40) qui alimente le fichier mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie.

Notification par les maires aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'administration de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression, et ce dans toutes les zones et le secteur de dégagement.

2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Au cours de l'enquête publique

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'administration chargés de la préparation du dossier d'enquête dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Dans les zones et dans le secteur de dégagement

Obligation pour les propriétaires, dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement, de procéder si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature, aux termes des articles 518 et 519 du code civil.

Obligation pour les propriétaires, dans la zone primaire de dégagement, de procéder si nécessaire à la suppression des excavations artificielles, des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1 Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires et dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. En général le décret propre à chaque centre renvoie aux cotes fixées par le plan qui lui est annexé.

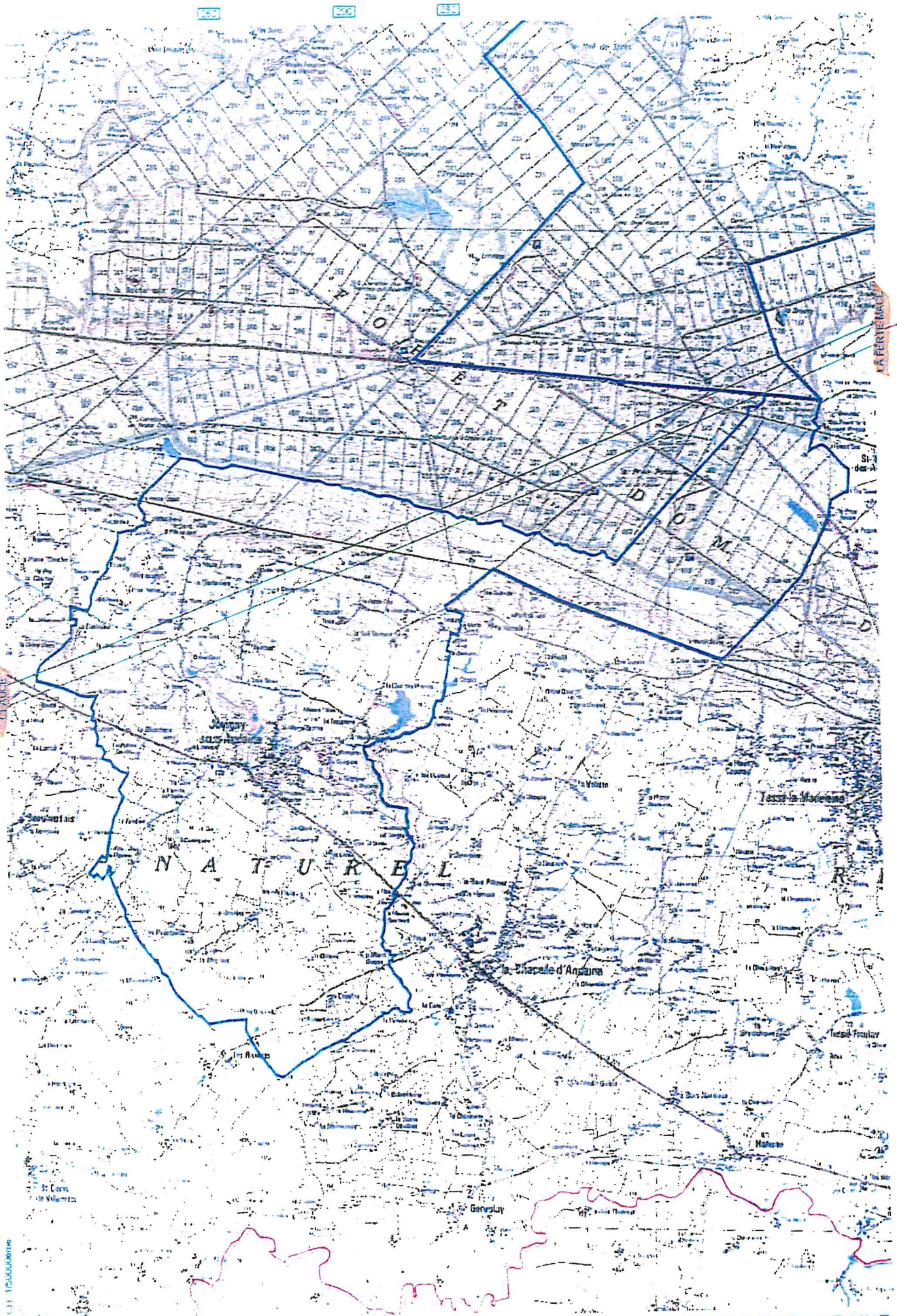
Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (art. R. 23 du code des postes et des télécommunications).

2 Droits résiduels du propriétaire

Droit pour les propriétaires de créer, dans toutes les zones de servitudes et dans les secteurs de dégagement, des obstacles fixes ou mobiles dépassant la cote fixée par le décret des servitudes, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires dont les immeubles soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes ont été expropriés à défaut d'accord amiable de faire état d'un droit de préemption, Si l'administration procède à la revente de ces immeubles aménagés (art. L. 55 du code des postes et des télécommunications).

(1) N'ouvre pas droit à indemnité l'institution d'une servitude de protection des télécommunications radioélectriques entraînant l'inconstructibilité d'un terrain (Conseil d'Etat, 17 octobre 1980, époux Pascal C.J.E.G. 1980, p. 161).



LA FERTÉ-MACÉ

LA FERTÉ-MACÉ

LA FERTÉ-MACÉ

EXTRAIT DU SCAN 25 000 50-000 000
24.12.1995 reproduction interdite

JUVIGNY-SOUS-ANDAINE

COMMUNE DE JUVIGNY SOUS
ANDAINE

SERVITUDE PT2

SERVITUDE RELATIVE AUX TRANSMISSIONS RADIOELECTRIQUES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES DES CENTRES D'EMISSION ET DE RECEPTION EXPLOITES PAR L'ETAT

I. - GENERALITES

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.

Code des postes et télécommunications, articles L. 54 à L. 56, R. 21 à R. 26 et R. 39.

Premier ministre.

Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

Ministère de l'Equipeement, du Transport et du Logement.

Ministère de la défense.

Ministère de l'intérieur.

Ministère chargé des transports (direction générale de l'aviation civile [services des bases aériennes], direction de la météorologie nationale, direction générale de la marine marchande, direction des ports et de la navigation maritimes, services des phares et balises).

L' acte qui a institué la servitude PT2LH est :

- décret ministériel du 16/0/2013 concernant la station SAINT CYR DU BAILLEUL N° 0500140105 à BAGNOLES DE L'ORNE

Le Service responsable de cette servitude, à consulter obligatoirement dans le cas où une construction serait prévue dans la zone de servitude, est **France Telecom – UPRO / DA / Coll.loc CVL NOR 18**, avenue de la république 37700 SAINT PIERRE DES CORPS

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Servitudes instituées par un décret particulier à chaque centre, soumis au contreseing du ministre dont les services exploitent le centre et du Ministre chargé de l'Equipement. Ce décret auquel est joint le plan des servitudes intervient après consultation des administrations concernées, enquête publique dans les communes intéressées et transmission de l'ensemble de dossier d'enquête à l'Agence Nationale des Fréquence. L'accord préalable du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'agriculture et de la foret est requis dans tous les cas. Si l'accord entre les ministres n'intervient pas, il est statué par décret en Conseil d'Etat (art. 25 du code des postes et des télécommunications).

Les servitudes instituées par décret sont modifiées selon la procédure déterminée ci-dessus lorsque la modification projetée entraîne un changement d'assiette de la servitude ou son aggravation. Elles sont réduites ou supprimées par décret sans qu'il y ait lieu de procéder à l'enquête (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Le plan des servitudes détermine, autour des centres d'émission et de réception dont les limites sont définies conformément au deuxième alinéa de l'article R. 22 du code des postes et télécommunications ou entre des centres assurant une liaison radioélectrique sur ondes de fréquence supérieure à 30 MHz, différentes zones possibles de servitudes.

a) Autour des centres émetteurs et récepteurs et autour des stations de radiorepérage et de radionavigation, d'émission et de réception

(Art. R. 21 et R. 22 du code des postes et des télécommunications)

Zone primaire de dégagement

Distance maximale de 200 mètres (à partir des limites du centre), pour les différents centres à l'exclusion des installations radiogoniométriques ou de sécurité aéronautique pour lesquelles la distance maximale peut être portée à 400 mètres.

Zone secondaire de dégagement

D'une couverture de quelques degrés à 3600 autour des stations de radiorepérage et de radionavigation et sur une distance maximale de 5 000 mètres entre les limites du centre et le périmètre du secteur.

Distance maximale de 2000m (à partir des limites du centre) pour les autres centres.

b) Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 MHz

(Art. R. 23 du code des postes et des télécommunications)

Zone spéciale de dégagement

D'une largeur approximative de 500 mètres compte tenu de la largeur du faisceau hertzien proprement dit estimée dans la plupart des cas à 400 mètres et de deux zones latérales de 50 mètres.

B. - INDEMNISATION

Possible Si le rétablissement des liaisons cause aux propriétés et aux ouvrages un dommage direct matériel et actuel (art. L. 56 du code des postes et des télécommunications). La demande d'indemnité doit être faite dans le délai d'un an du jour de la notification des mesures imposées. A défaut d'accord amiable, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du tribunal administratif (art. L. 56 du code des

postes et des télécommunications) (1).

C. - PUBLICITÉ

Publication des décrets au *Journal officiel* de la République française.

Publication au fichier du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (instruction du 21 juin 1961, n° 40) qui alimente le fichier mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie.

Notification par les maires aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'administration de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression, et ce dans toutes les zones et le secteur de dégagement.

2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Au cours de l'enquête publique

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'administration chargés de la préparation du dossier d'enquête dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Dans les zones et dans le secteur de dégagement

Obligation pour les propriétaires, dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement, de procéder si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature, aux termes des articles 518 et 519 du code civil.

Obligation pour les propriétaires, dans la zone primaire de dégagement, de procéder si nécessaire à la suppression des excavations artificielles, des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1 Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires et dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. En général le décret propre à chaque centre renvoie aux cotes fixées par le plan qui lui est annexé.

Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (art. R. 23 du code des postes et des télécommunications).

2 Droits résiduels du propriétaire

postes et des télécommunications) (1).

C. - PUBLICITÉ

Publication des décrets au *Journal officiel* de la République française.

Publication au fichier du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (instruction du 21 juin 1961, n° 40) qui alimente le fichier mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie.

Notification par les maires aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'administration de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression, et ce dans toutes les zones et le secteur de dégagement.

2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Au cours de l'enquête publique

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'administration chargés de la préparation du dossier d'enquête dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Dans les zones et dans le secteur de dégagement

Obligation pour les propriétaires, dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement, de procéder Si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature, aux termes des articles 518 et 519 du code civil.

Obligation pour les propriétaires, dans la zone primaire de dégagement, de procéder Si nécessaire à la suppression des excavations artificielles, des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1 Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires et dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. En général le décret propre à chaque centre renvoie aux cotes fixées par le plan qui lui est annexé.

Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (art. R. 23 du code des postes et des télécommunications).

2 Droits résiduels du propriétaire

Droit pour les propriétaires de créer, dans toutes les zones de servitudes et dans les secteurs de dégagement, des obstacles fixes ou mobiles dépassant la cote fixée par le décret des servitudes, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires dont les immeubles soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes ont été expropriés à défaut d'accord amiable de faire état d'un droit de préemption, Si l'administration procède à la revente de ces immeubles aménagés (art. L. 55 du code des postes et des télécommunications).

(1)N'ouvre pas droit à indemnité l'institution d'une servitude de protection des télécommunications radioélectriques entraînant l'inconstructibilité d'un terrain (Conseil d'Etat, 17 octobre 1980, époux Pascal C.J.E.G. 1980, p. 161).

- / ALLEE DU PARC

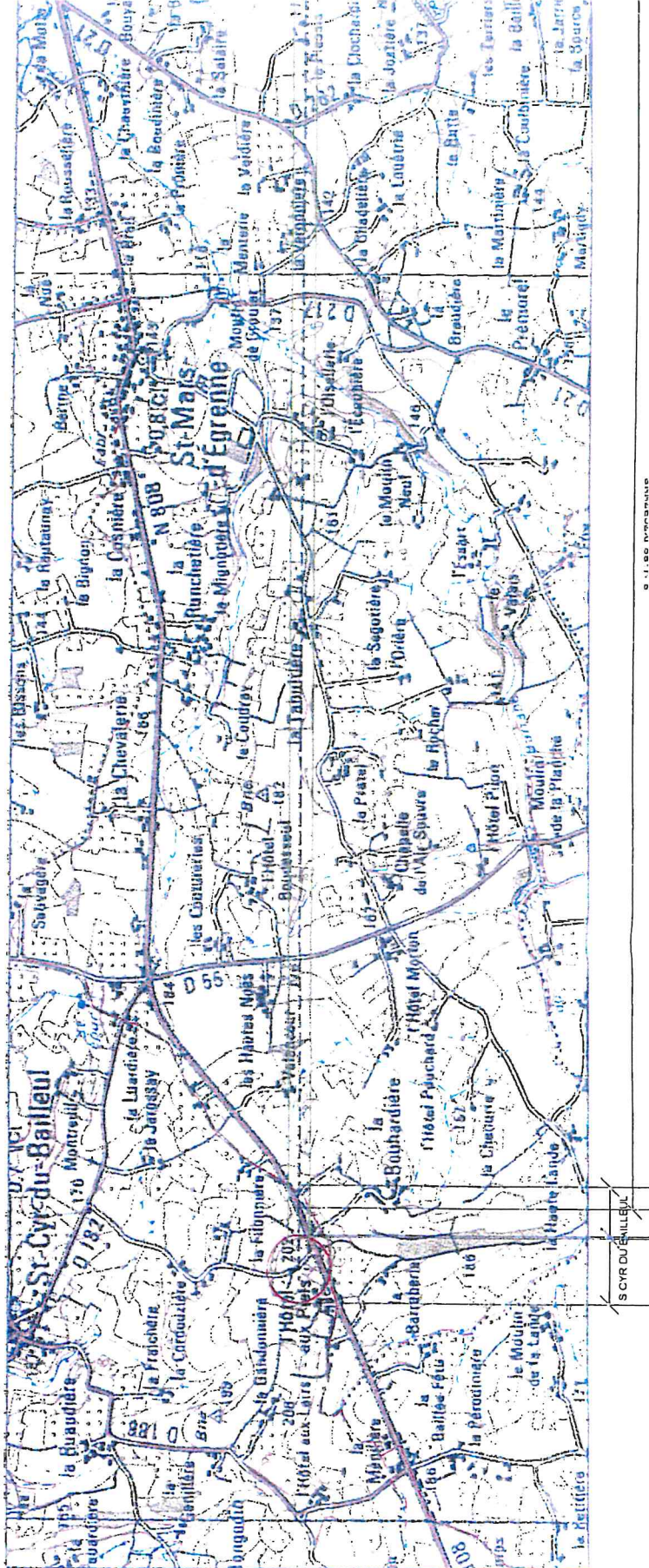
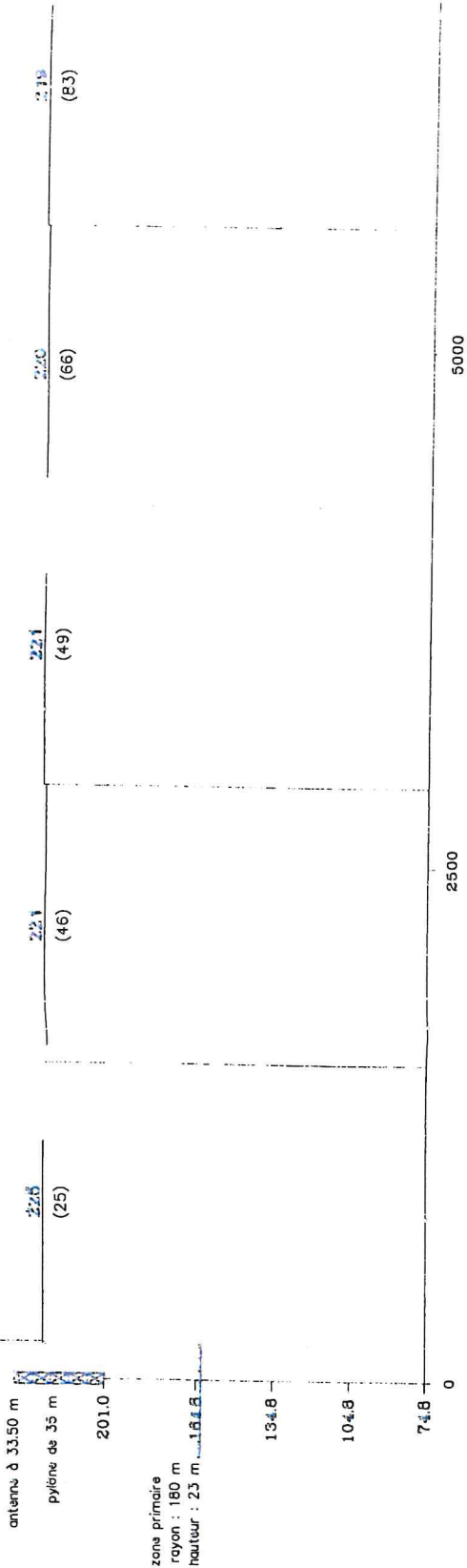
(4-15)

in a 45.00 m
2 m NGF
NGF.

IE/ALLEE DU PARC

rayon 150 m
nouvelle, fixe ou mobile
1 m.

cir
400 m
ouvelle,
hauteur de 20 mètres.



22500 (26)

22500 (26)

22500 (29)

22500 (48)

22500 (40)

22500 (35)

antenne à 29.00 m
pylône de 43 m
216.0

zone primaire
rayon : 150 m
hauteur : 20 m

- 18.8

- 13.6

zone secondaire rectangulaire
longueur : 400 m
largeur : 126 m
hauteur : 20 m

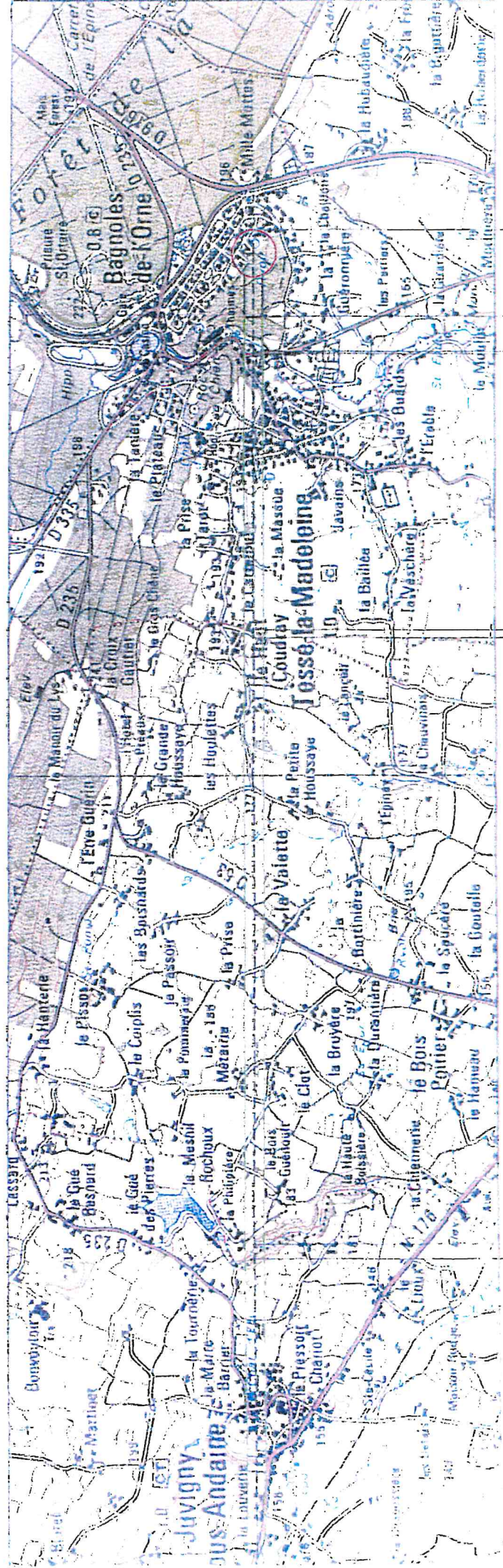
- 10.8

7.8

22500

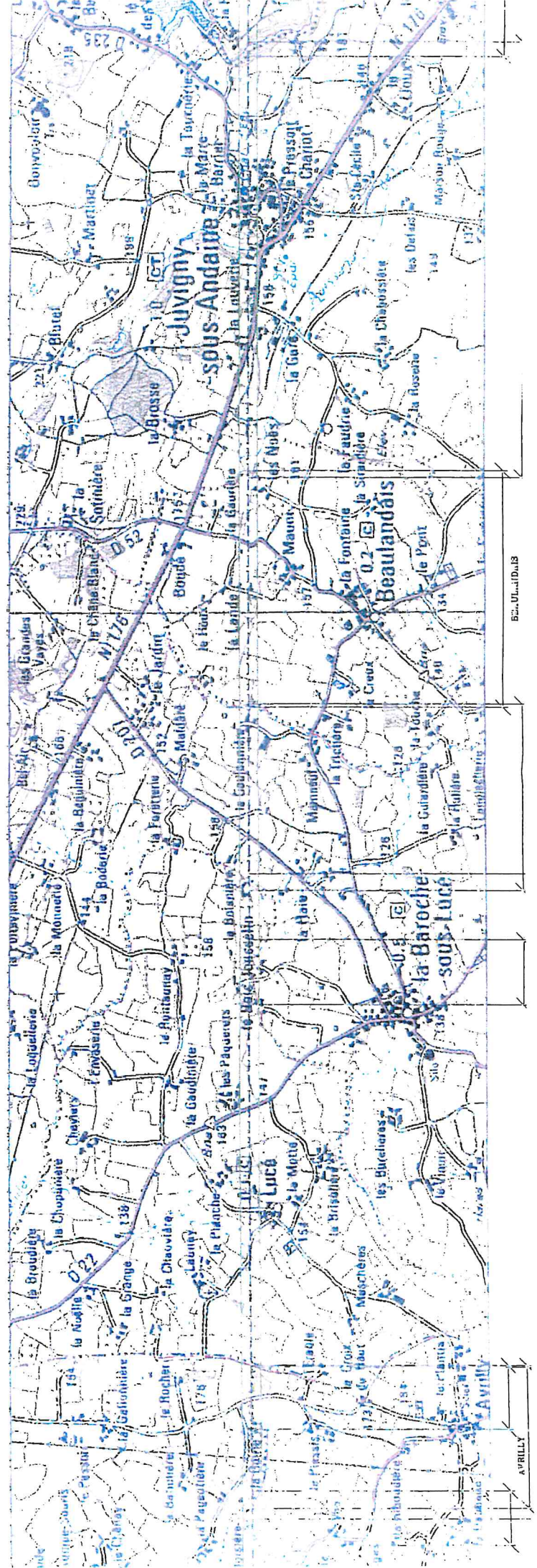
25000

27500 m

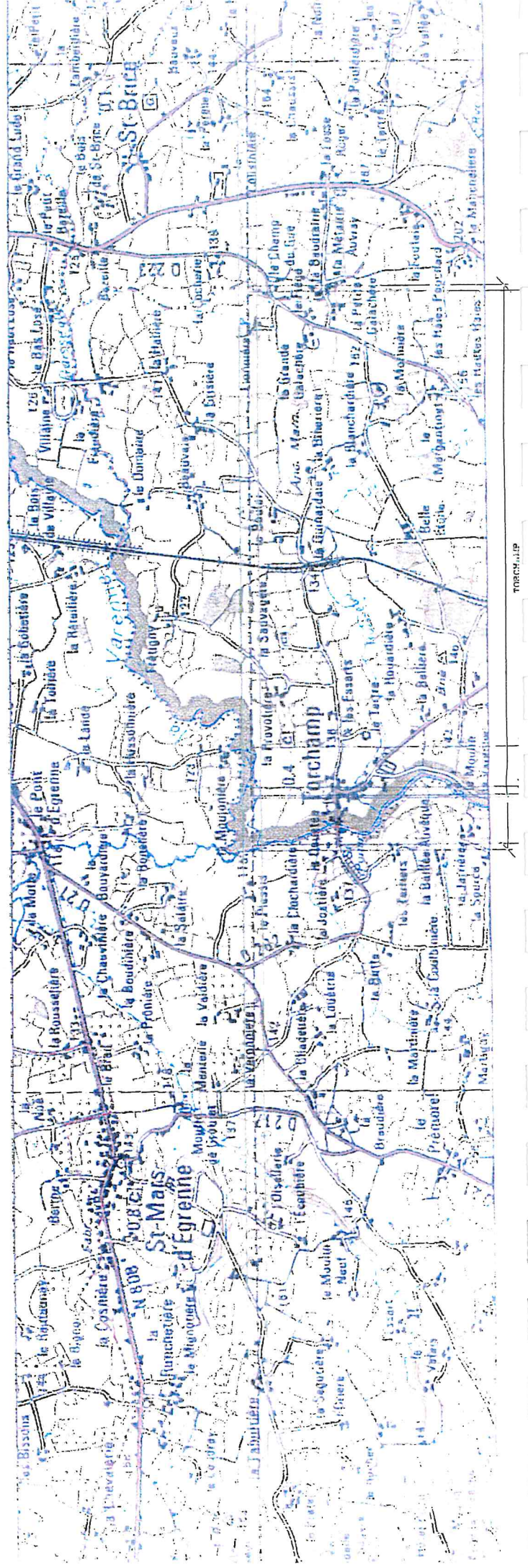


217 (48)	218 (62)	220 (62)	226 (59)	227 (60)	228 (26)
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

15000	17500	20000	22500
-------	-------	-------	-------



2500	5000	7500	10000
219 (49)	219 (66)	219 (83)	217 (94)
217 (55)	217 (65)	215 (74)	217 (85)



COMMUNE DE JUVIGNY SOUS ANDAINE

SERVITUDE PT3

SERVITUDES RELATIVES AUX COMMUNICATIONS TELEPHONIQUES ET TELEGRAPHIQUES

I - GENERALITES

Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunication (lignes et installations téléphoniques et télégraphiques).

Code des postes et télécommunications, articles L. 45-1 à L. 53 et R 20-55 à R 20-62.

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

Ministère de la défense.

L'acte qui a institué cette servitude sur le territoire concerné par la carte communale ou le Plan local d'urbanisme est une convention (servitude liée à la présence de câbles stratégiques: câble national LGD, régional RG ou fibre optique, en domaine privé).

Le Service Régional responsable de cette servitude est **FRANCE TELECOM – UPRO / DA / Collec.loc CVL NOR** 18, avenue de la république 37700 SAINT PIERRE DES CORPS.

II. - PROCEDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Articles R 20-55 à R 20-62 du code des Postes et Télécommunications (décret n° 97-683 du 30 mai 1997 relatif aux servitudes).

Article R 20-55 : Lorsqu'il demande l'institution de la servitude prévue à l'article 45-1, l'opérateur autorisé en vertu de l'article L 33-1 adresse au maire de la commune dans laquelle est située la propriété sur laquelle il envisage d'établir l'ouvrage, en autant d'exemplaires qu'il y a de propriétaires ou, en cas de copropriété, de syndics concernés plus trois, un dossier indiquant :

1° La localisation cadastrale de l'immeuble, du groupe d'immeubles ou de la propriété non bâtie, accompagnée de la liste des propriétaires concernés ;

2° Les motifs qui justifient le recours à la servitude ;

3° L'emplacement des installations, à l'aide notamment d'un schéma. Une notice précise les raisons pour lesquelles, en vue de respecter la qualité esthétique des lieux et d'éviter d'éventuelles conséquences dommageables pour la propriété, ces modalités ont été retenues ; elle précise éventuellement si l'utilisation d'installations existantes est souhaitée ou, à défaut, les raisons pour lesquelles il a été jugé préférable de ne pas utiliser ou emprunter les infrastructures existantes. Un échéancier prévisionnel de réalisation indique la date de commencement des travaux et leur durée prévisible.

ARTICLE R 20-56 : Le maire notifie dans un délai d'un mois au propriétaire ou, en cas de copropriété, au syndic identifié, en tant que de besoin, dans les conditions prévues par l'article R 11-19 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, ou à toute personne habilitée à recevoir la notification au nom des propriétaires, le nom ou la raison sociale de l'opérateur qui sollicite le bénéfice de la servitude. Cette notification est accompagnée du dossier constitué par le demandeur de la servitude prévu à l'article R 20-55.

ARTICLE R 20-57 : Dans le mois à compter de la réception de la demande, le maire invite, le cas échéant, le demandeur à se rapprocher du propriétaire d'installations existantes, auquel il notifie cette invitation simultanément. En cas d'échec des négociations de partage des installations constaté par une partie, l'opérateur peut confirmer au maire sa demande initiale dans un délai maximal de trois mois, le cas échéant prolongé jusqu'à la décision de l'autorité de régulation des télécommunications si cette dernière est saisie, à compter de l'invitation à partager les installations prévues, en précisant les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible d'utiliser les installations existantes.

ARTICLE R 20-58 : Dans le mois suivant l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 48 du code des postes et télécommunications, qui ne peut être supérieur à quatre mois, et au vu des observations qui ont été présentées, le maire agissant au nom de l'Etat institue la servitude. Cet arrêté spécifie les opérations que comportent la réalisation et l'exploitation des installations et mentionne les motifs qui justifient l'institution de la servitude et le choix de l'emplacement. Aux frais du pétitionnaire, l'arrêté du maire est notifié au propriétaire ou, en cas de copropriété, au syndic et affiché à la mairie.

ARTICLE R 20-59 : Les travaux ne peuvent commencer qu'après que l'arrêté du maire a été notifié et publié dans les conditions prévues à l'article précédent.

ARTICLE R 20-60 : L'identité des agents mandatés par l'opérateur autorisé ou par une société mandatée par celui-ci pour l'exécution des travaux et la date de

commencement des travaux sont indiqués sur une liste portée à la connaissance du propriétaire ou de son mandataire ou, en cas de copropriété, du syndic par le bénéficiaire de la servitude huit jours au moins avant la date prévue de la première intervention. Elle est établie par le bénéficiaire de la servitude et transmise au propriétaire. Toute modification de la liste des agents mandatés est notifiée par le bénéficiaire de la servitude au propriétaire ou à son mandataire ou, en cas de copropriété, au syndic. Les agents des opérateurs autorisés doivent être munis d'une attestation signée par le bénéficiaire de la servitude et de l'entreprise à laquelle appartient cet agent pour accéder à l'immeuble, au lotissement ou à la propriété non bâtie.

ARTICLE R 20-61 : L'arrêté instituant la servitude est périmé de plein droit si l'exécution des travaux n'a pas commencé dans les douze mois suivant sa publication.

ARTICLE R 20-62 : Le schéma des installations après la réalisation des travaux est adressé par le bénéficiaire de la servitude au propriétaire ou à son mandataire ou, en cas de copropriété, au syndicat représenté par le syndic.

Arrêté périmé de plein droit dans les six mois de sa date ou les trois mois de sa notification, s'il n'est pas suivi dans ces délais d'un commencement d'exécution (art. L. 53 dudit code).

B. - INDEMNISATION

Le bénéficiaire de la servitude est responsable de tous les dommages qui trouvent leur origine dans les équipements du réseau. Il est tenu d'indemniser l'ensemble des préjudices directs et certains causés tant par les travaux d'installation et d'entretien que par l'existence ou le fonctionnement des ouvrages. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par la juridiction de l'expropriation saisie par la partie la plus diligente (article L 48 alinéa 6 du code des Postes et Télécommunications).

C. - PUBLICITÉ

Articles R 20-55 à R 20-59 du code des Postes et Télécommunications).

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Les opérateurs titulaires de l'autorisation prévue à l'article L 33.1 du code des Postes et Télécommunications bénéficient de servitudes instituées par l'article L 45.1 du même code permettant l'installation et l'exploitation des équipements du réseau d'une part dans les parties... (article L 48 alinéa 1 du code des Postes et Télécommunications).

2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

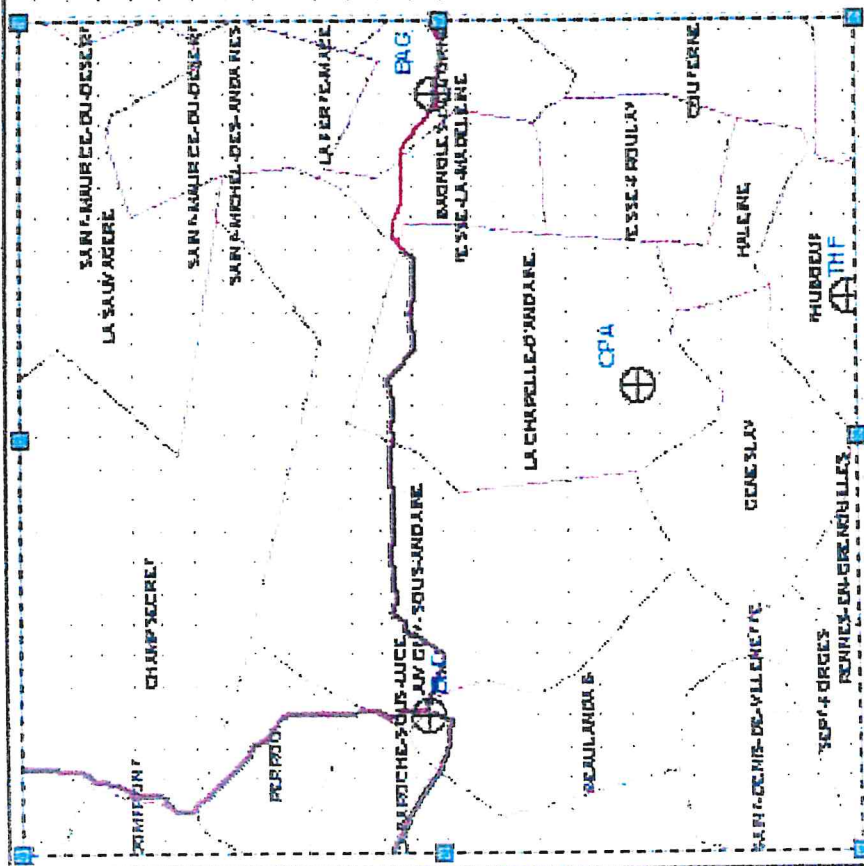
1 Obligations passives

Pour l'étude, la réalisation et l'exploitation des installations, l'introduction des agents des exploitants autorisés doit être accordée par le propriétaire. A défaut d'accord amiable, le président du tribunal de Grande Instance doit l'autoriser (article L 48, alinéa 5 du code des Postes et Télécommunications).

2 Droits résiduels du propriétaire

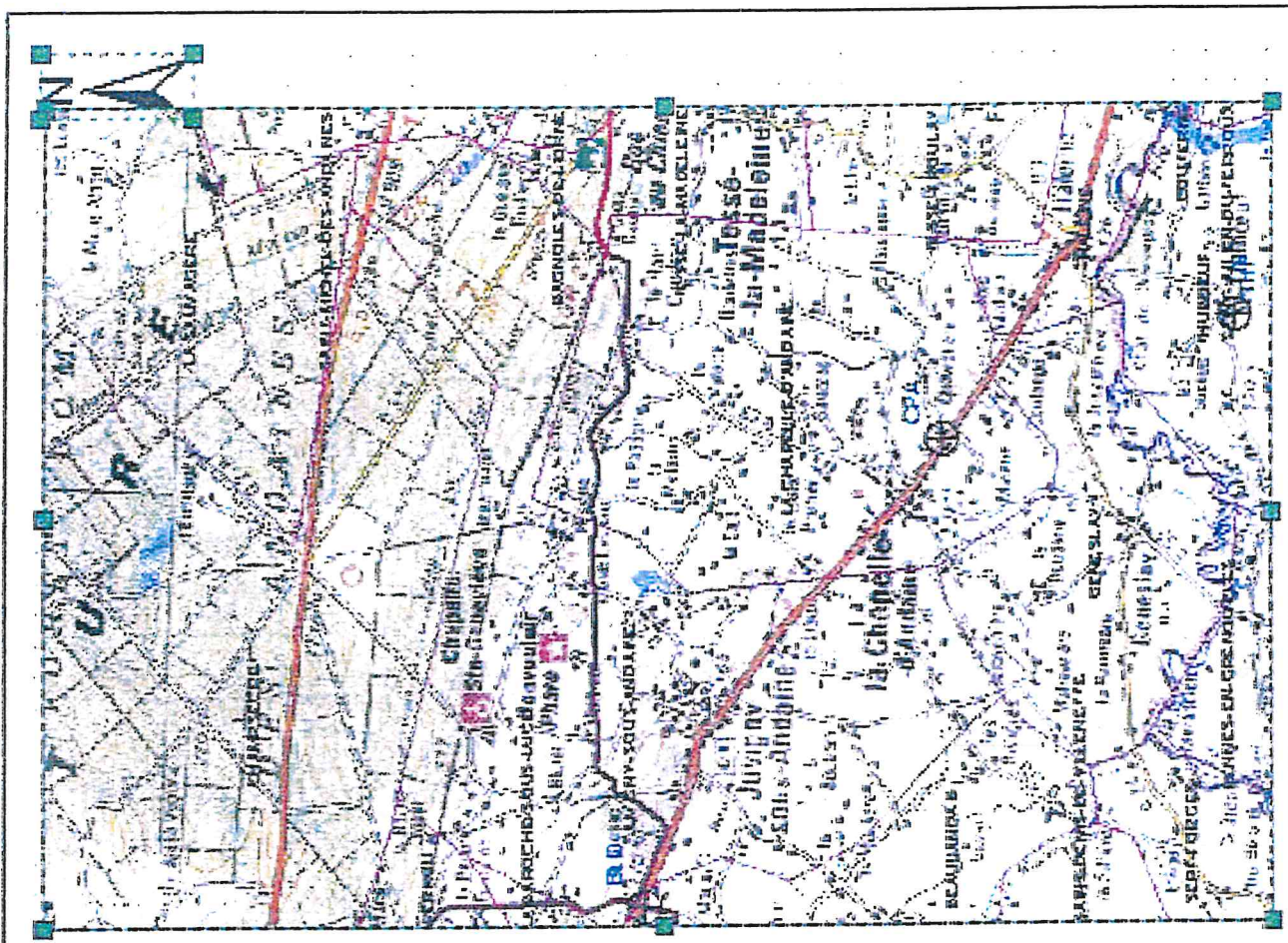
Droit pour le propriétaire d'entreprendre des travaux de démolition, réparation, surélévation ou clôture sous condition de prévenir le bénéficiaire de la servitude trois mois avant le début des travaux (art. L. 48 alinéa 4 du code des postes et des télécommunications).

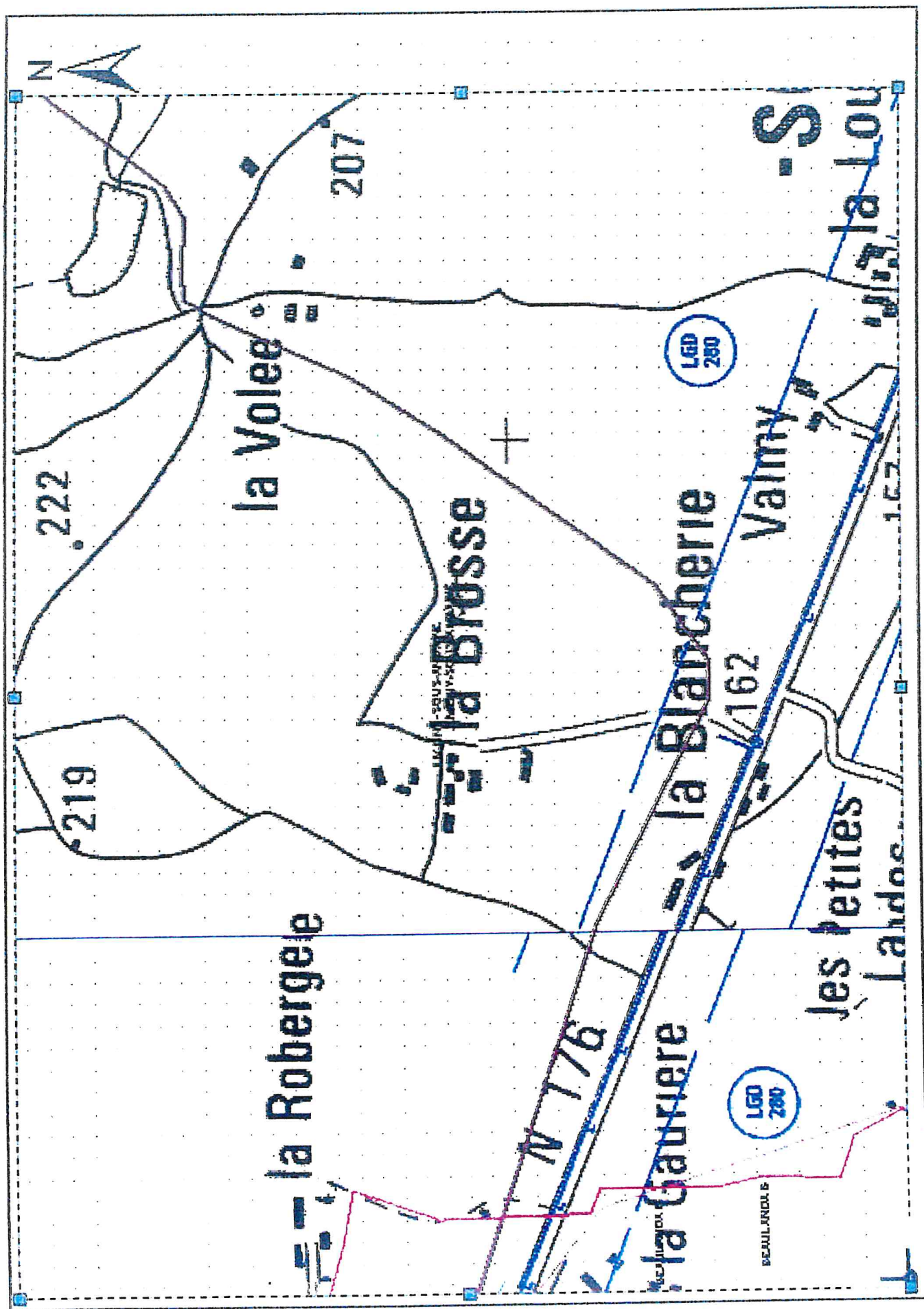
Droit pour le propriétaire, à défaut d'accord amiable avec l'administration, de demander le recours à l'expropriation, si l'exécution des travaux entraîne une dépossession définitive.

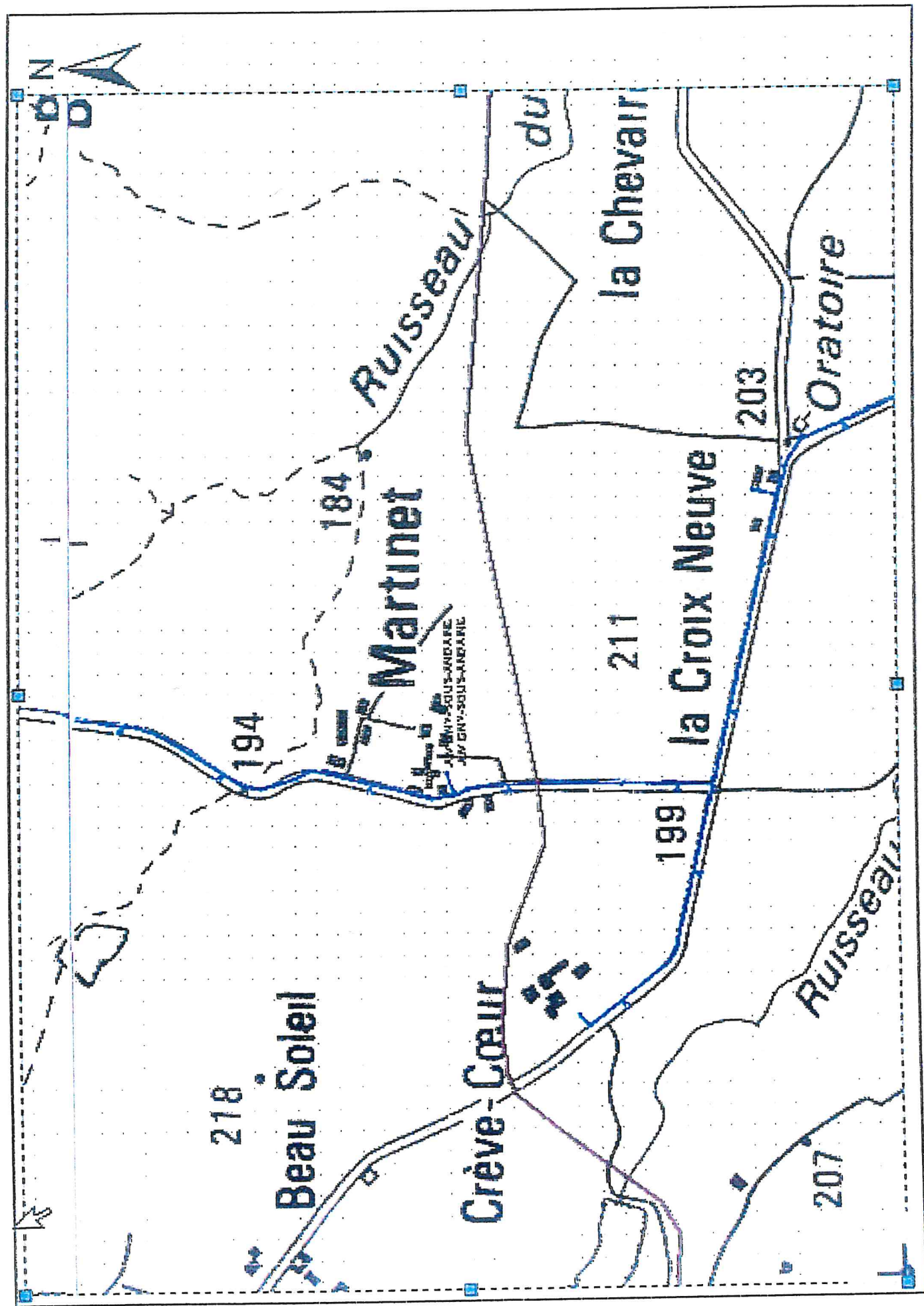


Légende

- Indifférencié
- Aérien
- Plaine Terre
- Conduite
- Commune







postes et des télécommunications) (1).

C. - PUBLICITÉ

Publication des décrets au *Journal officiel* de la République française.

Publication au fichier du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (instruction du 21 juin 1961, n° 40) qui alimente le fichier mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie.

Notification par les maires aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'administration de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression, et ce dans toutes les zones et le secteur de dégagement.

2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Au cours de l'enquête publique

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'administration chargés de la préparation du dossier d'enquête dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Dans les zones et dans le secteur de dégagement

Obligation pour les propriétaires, dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement, de procéder si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature, aux termes des articles 518 et 519 du code civil.

Obligation pour les propriétaires, dans la zone primaire de dégagement, de procéder si nécessaire à la suppression des excavations artificielles, des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1 Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires et dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. En général le décret propre à chaque centre renvoie aux cotes fixées par le plan qui lui est annexé.

Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (art. R. 23 du code des postes et des télécommunications).

2 Droits résiduels du propriétaire

Droit pour les propriétaires de créer, dans toutes les zones de servitudes et dans les

secteurs de dégagement, des obstacles fixes ou mobiles dépassant la cote fixée par le décret des servitudes, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires dont les immeubles soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes ont été expropriés à défaut d'accord amiable de faire état d'un droit de préemption, Si l'administration procède à la revente de ces immeubles aménagés (art. L. 55 du code des postes et des télécommunications).

(1)N'ouvre pas droit à indemnité l'institution d'une servitude de protection des télécommunications radioélectriques entraînant l'inconstructibilité d'un terrain (Conseil d'Etat, 17 octobre 1980, époux Pascal C.J.E.G. 1980, p. 161).

COMMUNE DE JUVIGNY SOUS ANDAINE

SERVITUDE T7

SERVITUDE ETABLIES A L'EXTERIEUR DES ZONES DE DEGAGEMENT DES AERODROMES CIVILS ET MILITAIRES

ARRETE

Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

NOR: EQUA9000474A

version consolidée au 21 novembre 1990

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R. 421-38-13 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques ;

Vu l'avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

Article 1

Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

- a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;
- b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Article 2

Pour l'application du troisième alinéa de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) 130 mètres, dans les agglomérations ;
- c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
 - les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
 - les zones montagneuses ;
 - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Article 3

L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées est abrogé.

Article 4

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des dispositions applicables à chaque territoire en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Article 5

Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer,

Pour le ministre et par délégation, le directeur du cabinet, J.-C. SPINETTA

Le ministre de la défense,

Pour le ministre et par délégation, le directeur du cabinet civil et militaire, D. MANDELKERN

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation, le directeur du cabinet, C. VIGOUROUX

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement,

Pour le ministre, par délégation, le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer, G. BELORGEY

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation, le directeur du cabinet, D. CADOUX

JORF n°270 du 21 novembre 1990

CIRCULAIRE

Circulaire du 25 juillet 1990 relative à l'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'installations situées à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement

NOR: EQUA9000475C

Paris, le 25 juillet 1990.

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, à MM. les préfets de région, les délégués du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer, les préfets (directions départementales de l'équipement), les directeurs régionaux de l'équipement, les directeurs régionaux et chefs de service d'Etat de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les directeurs des aéroports principaux, les directeurs et chefs de service des travaux maritimes, le chef du service des bases aériennes, le chef du service technique des bases aériennes, les chefs des services spéciaux des bases aériennes, les directeurs des ports autonomes et services maritimes chargés des bases aériennes, le chef du service technique de la navigation aérienne, les chefs d'état-major des armées de terre, air, mer, le commandant de l'ALAT, le chef du service central de l'aéronautique navale, le directeur de la circulation aérienne militaire, le directeur de l'infrastructure de l'air, les commandants des régions aériennes, les préfets maritimes et commandants d'arrondissement maritime, le commandant des forces aériennes de la zone Sud de l'océan Indien, le commandant des forces aériennes aux Antilles et en Guyane, le commandant des forces aériennes en Polynésie française, le commandant des forces aériennes en Nouvelle-Calédonie, le délégué à l'espace aérien.

La présente circulaire, prise en application de l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, a pour but de définir la procédure et les règles à appliquer pour l'instruction des dossiers concernant ces demandes d'autorisation d'installations.

I. - Rappel des dispositions réglementaires

L'article R. 244-1 du code de l'aviation civile stipule :

A l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées.

Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation. L'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

Lorsque les installations en cause ainsi que les installations visées par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie qui existent à la date du 8 janvier 1959 constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'article R. 242-1. Les dispositions de l'article R. 242-3 ci-dessus sont dans ce cas applicables.

ANNEXE 2 :
**Les schémas des réseaux d'eau et
d'assainissement et des systèmes
d'élimination des déchets**

2.1 - Annexes sanitaires

2.1.1 - Adduction en eau potable

L'eau potable est gérée par le syndicat intercommunal de l'Eau d'Andaine pour l'ensemble du territoire. Le service est exploité en délégation de service public : affermage.

Le service public d'eau potable dessert 5 857 habitants au 31/12/2014 (5 835 au 31/12/2013) et 3 030 abonnés au 31/12/2014 (3 034 au 31/12/2013).

Le service public d'eau potable prélève 559 072 m³ pour l'exercice 2014 (571 011 pour l'exercice 2013) soit une diminution de **11939 m³**.

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux	Volume prélevé durant l'exercice 2013 en m3	Volume prélevé durant l'exercice 2014 en m3	Variation en %
Forage F2 "La Hanterie" Forage F1 "La Hanterie"	souterraine	400 m3/j	126 259,5	126 816	0,4%
Prise en rivière "Pont de Couterne"	superficielle	1200 m3/j	264 681	250 505	-5,4%
Source "Le Pissot"	souterraine		53 811	54 935	2,1%
Forage F1 "La Chiennerie" Forage F2 "La Chiennerie"	souterraine	800 m3/j	126 259,5	126 816	0,4%
Total		571 011		559 072	-2,1%

A l'échelle du syndicat, le nombre d'habitants par abonné est de 1,93 habitants/abonné au 31/12/2014. La consommation moyenne par abonné est de 157,75 m³ au 31/12/2014.

Objectif démographique déterminé dans le PLU à 10 ans : 50 habitants supplémentaires soit environ 26 abonnés supplémentaires.

Ressource en eau potable nécessaire : 26 abonnés x 157,75m³ soit **4101 m³**.

Le projet de développement déterminé par le PLU de Juvigny-sous-Andaine est en adéquation avec les capacités de la ressource en eau potable puisqu'à l'échelle des 10 prochaines années les besoins en eau sont estimés à 4101 m³ sur la base des consommations 2014.

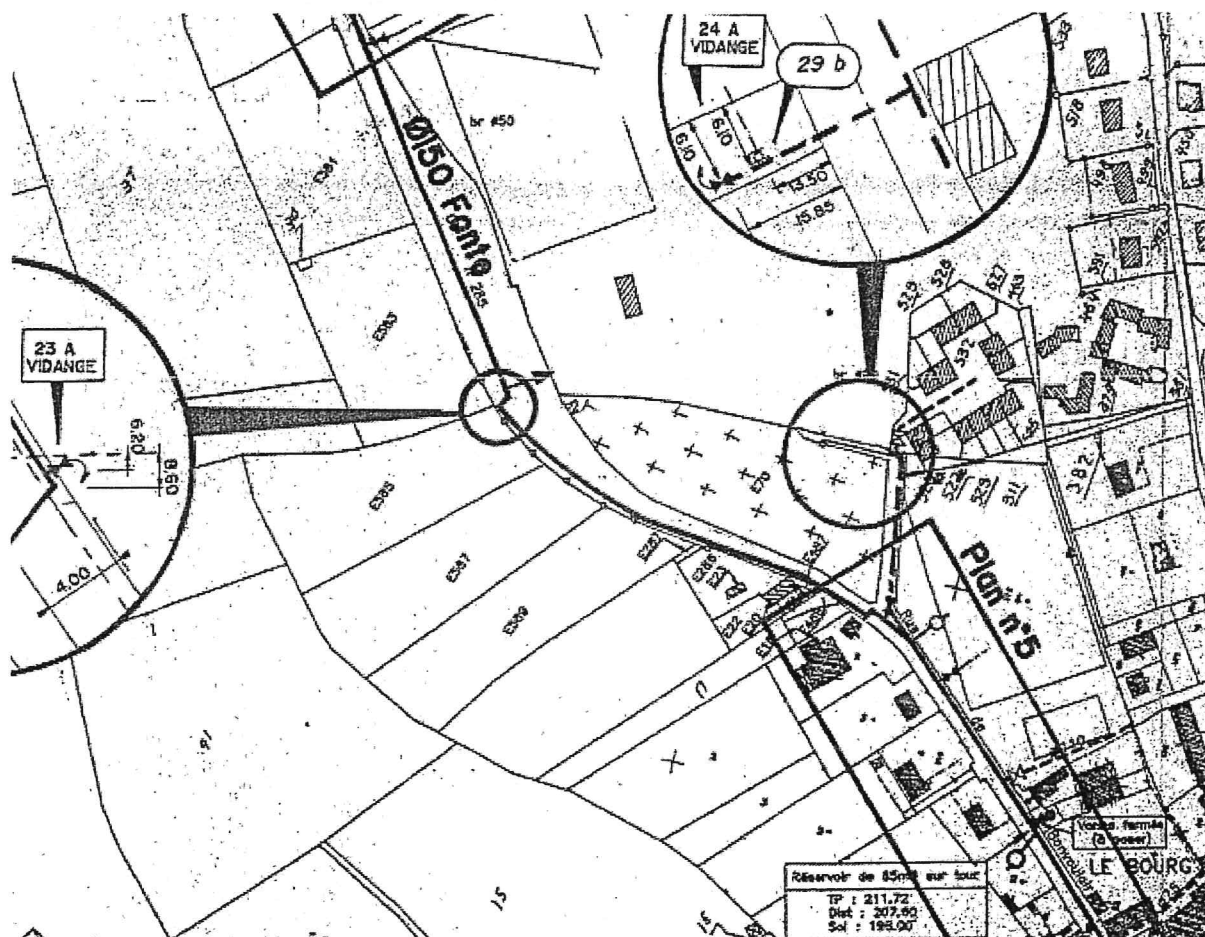
Considérant que la consommation en eau potable est en diminution, que le rendement du réseau tend à s'améliorer, les capacités de la ressource en eau potable apparaissent suffisantes pour répondre au projet de développement du territoire de Juvigny-sous-Andaine.

Des travaux de renforcement et d'extension des réseaux ont été réalisés sur le réseau de distribution longeant la RD 235 entre la zone agglomérée et Inkermann afin d'améliorer la desserte des hameaux de la Monnerie, La Tournerie, le Gué des Pierres et le Gué Besnard. Un seul réservoir d'une capacité de 300 mètres cubes est présent à hauteur d'Inkermann.

Le réseau d'eau potable apparaît de qualité, aucun problème d'approvisionnement n'a été relevé.

Concernant les zones d'urbanisation futures, le réseau est situé au droit des parcelles concernées par les différents projets :

- zone 1AU du Panorama : réseau de diamètre 110 mm
- zone 1AU de la Forge : réseau de 150 mm de diamètre en fonte



2.1.2 - Lutte contre l'incendie

Le Maire a la responsabilité de la protection et des moyens de lutte contre les incendies sur son territoire. La réglementation en vigueur en matière de réserves d'eau pour les incendies est fondée sur deux circulaires relativement anciennes. La circulaire interministérielle du 10 décembre 1951 a été établie à partir de deux principes de base : un engin de lutte contre l'incendie à un débit nominal de 60 m³/h et la durée d'extinction d'un sinistre moyen est de deux heures. Par conséquent, les pompiers doivent disposer sur place et en permanence de 120m³ d'eau. Les points d'eau naturels ou artificiels ont appelés les hydrants. Ces besoins peuvent être satisfaits à partir du réseau d'eau potable (à une pression de 1 bar) ou à partir de points d'eau naturels u artificiels. Ces derniers doivent être disponibles et accessibles en permanence aux engins de lutte contre les incendies. Dans les communes rurales, des excès ont été constatés dans la mise en place de la défense incendie, certaines ayant installé des réseaux surdimensionnés.

Pour y répondre, le Ministère de l'Agriculture a publié, le 9 août 1967, une circulaire relative à l'utilisation des réseaux d'eau potable.

Elle dit notamment : *«les réseaux d'alimentation en eau potable doivent être conçus pour leur objet propre : l'alimentation en eau potable. La défense contre l'incendie n'est qu'un objectif complémentaire qui ne doit ni nuire au fonctionnement du réseau en régime normal, ni conduire à des dépenses hors de proportion avec le but à atteindre».*

A partir de ces recommandations deux solutions sont donc possibles.

Si le réseau permet d'assurer le fonctionnement normal d'une prise d'incendie (120m³ pendant deux heures à la pression minimum de 1 bar), rien ne s'oppose à ce qu'il soit utilisé pour la protection incendie. Dans le cas contraire, le plus fréquent en milieu rural, il est déconseillé de surdimensionner le réseau. Il faut alors utiliser des points d'eau naturels ou artificiels, qui seront répartis sur le territoire de la commune.

Cette solution est évidemment recommandée dans tous les cas pour sauvegarder la ressource en eau potable provenant des nappes de l'oligocène et de l'éocène et optimiser la construction et le fonctionnement du réseau.

2.1.3 - Assainissement des eaux usées

a. L'assainissement collectif

Le territoire est doté d'un réseau d'assainissement collectif des eaux usées de type pseudo-séparatif. Le système de traitement est pseudo-séparatif est composé d'un réseau eaux usées où les eaux pluviales individuelles (toitures, cours) sont recueillies et d'un réseau eaux pluviales pour les eaux de ruissellements des chaussées et trottoirs sont recueillies. Son unité de traitement est une boue activée à aération prolongée. Le milieu récepteur est le ruisseau des vallées qui se situe dans le bassin versant de la Mayenne.

Un zonage d'assainissement collectif a été réalisé en 2006 et a été révisé parallèlement à la révision du PLU.

La station, construite en 1999, présente une capacité de 1000 équivalents habitants et un réseau de 4000 mètres d'un diamètre de 200 mm et composé de deux postes de relevage. Un premier poste est situé à hauteur du « Pressoir Chariot » afin de récolter les eaux usées du dernier lotissement et de la zone d'activité, le second poste est localisé à hauteur du « Vieux Douet » sur la route de Champsecret et a été mis en service en janvier 2011. Sur les 25 branchements, 19 étaient réalisés en novembre 2011. Une extension du réseau d'assainissement a été réalisée sur cette rue des Andaines afin de desservir le secteur de la Mare Barrier.

La moyenne des bilans 24 heures réalisée de 2009 à 2015 indique que la station atteint 40 % de sa charge organique et le traitement de la pollution s'effectue correctement.

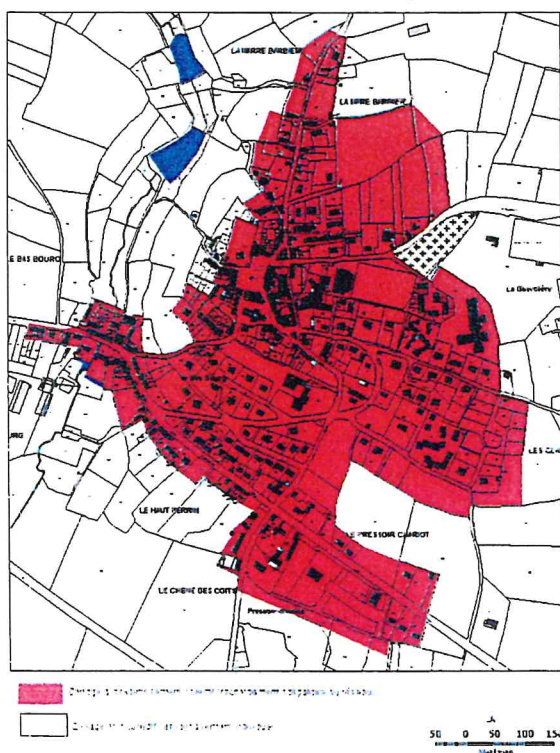
Cependant, au vu des données de débit entrant à la station par temps pluvieux et en période de nappe haute, des départs de boues peuvent survenir dans le milieu naturel en raison des à-coups hydrauliques.

Les zones d'urbanisation futures (1AU et 2AU) sont situées à l'intérieur du zonage d'assainissement collectif.

Seul l'ouest de la zone 1AU est situé en limite du zonage avec un raccordement techniquement possible avec une pompe de relevage. Une extension du réseau sera nécessaire pour desservir cette zone 1AU le long de la rue de Bonvouloir. Par contre l'extension du réseau sur la rue des Andaines permet de desservir l'est de la zone 1AU de la Forge.

Sur la zone 1AU du Panorama, le réseau d'assainissement collectif longe la limite sud du site.

Zonage d'assainissement collectif



Réseau d'assainissement avant extension sur la rue des Andaines



Extension sur la rue des Andaines



TPB NORMANDIE

Commune de
AUVIGNY SOUS ANDAINE (91)

RUE DES ANDAINES
Extension du réseau d'assainissement

PLAN DE RECOLEMENT

1

RESEAU EU



Commune de AUVIGNY SOUS ANDAINE



Département de l'EURE

LEGENDE

1.000
2.000
3.000
4.000
5.000

1.000 m : limite communale
2.000 m : limite départementale
3.000 m : limite communale
4.000 m : limite départementale
5.000 m : limite communale
6.000 m : limite départementale
7.000 m : limite communale
8.000 m : limite départementale
9.000 m : limite communale
10.000 m : limite départementale

b. l'assainissement individuel

L'habitat apparaît particulièrement dispersé sur le territoire Ainsi, dans le cadre du diagnostic assainissement réalisé en 2006, 13 sites ont fait l'objet d'une étude d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif des eaux usées.

Cette étude a permis d'apprécier les tendances de chaque secteur en matière de nature de sol et des possibilités de mise en place de l'épandage ou de dispositifs de substitution.

85 % des habitations concernées par cette étude ne présentent pas ou peu de contraintes pour effectuer une réhabilitation des installations d'assainissement autonome.

15 % des habitations concernées par cette étude présentent des contraintes fortes importantes de réhabilitation de leur assainissement autonome. Il s'agit essentiellement de problèmes de faible surface des parcelles, d'aménagement et d'accès.

L'ensemble des habitations jugées en contraintes très fortes se situe au niveau des hameaux du Gué Besnard, du Haut Ménil Guérin, de la Planche au Bellou et de la Sotinière (implantation à l'alignement et absence de terrains).

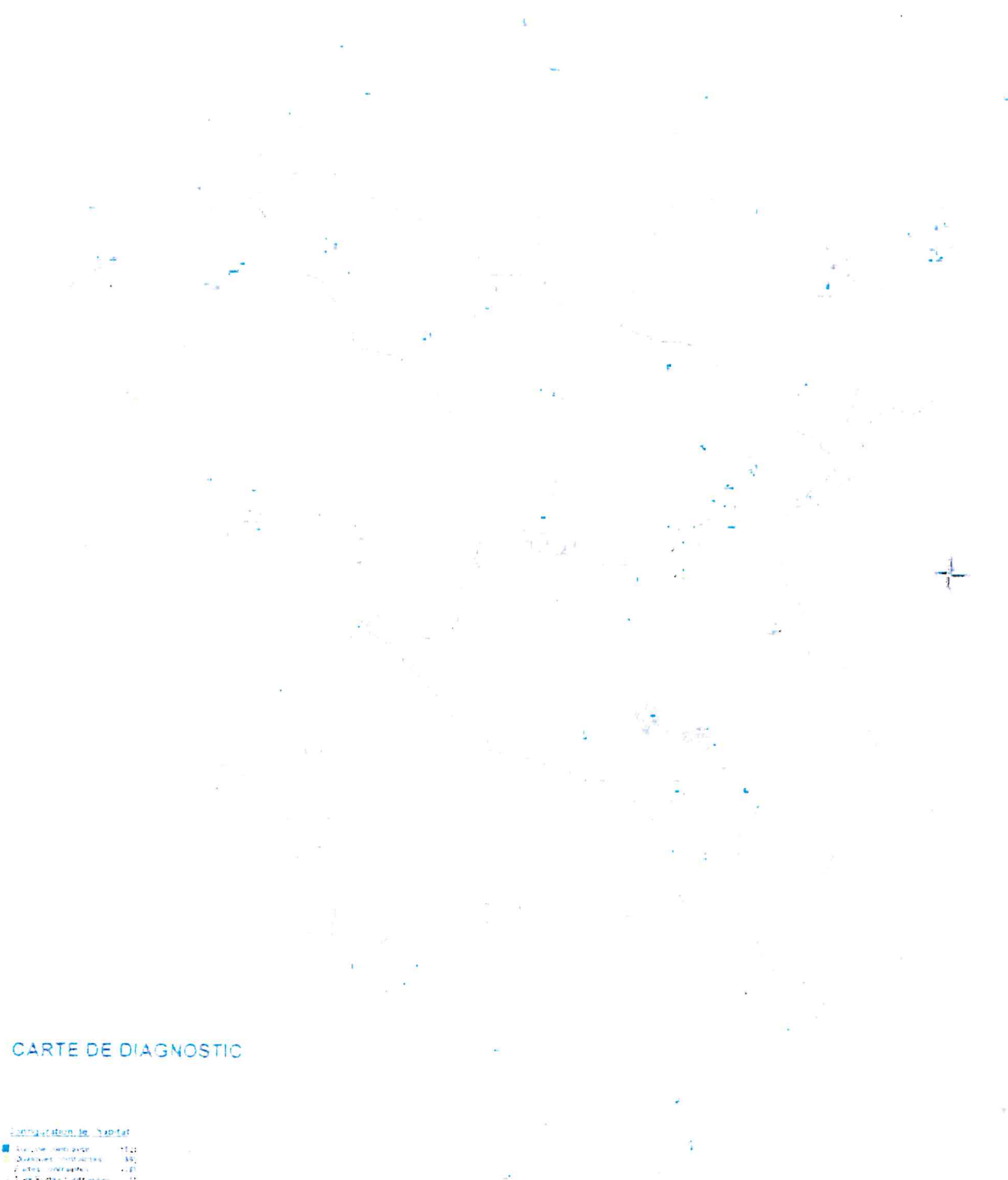
Les contraintes liées au milieu naturel sont également prépondérantes dans la réflexion en matière d'assainissement et notamment les capacités du sol à épurer et la concentration de l'habitat et sa disposition par rapport aux cours d'eau. Ainsi, 16 habitations sur les 294 présentes sur les écarts sont situées à moins de 50 mètres du milieu récepteur.

L'étude menée sur le territoire a permis de distinguer 5 classes de sol différentes.

Filières préconisées selon l'aptitude des sols

Type de sols rencontrés	Aptitude à l'assainissement individuel	Traitements possibles
1	Bonne	Epandage souterrain
2	Moyenne	Epandage souterrain avec amendement
3	Faible	Lit filtrant drainé avec rejet gravitaire ou lit filtrant drainé surélevé avec alimentation par pompe de relevage
4	Très faible	Lit filtrant drainé étanche avec rejet gravitaire ou lit filtrant drainé surélevé avec alimentation par pompe de relevage
5	Nulle	Tertre d'infiltration positionné en dehors de la zone inondable

Aptitude des sols à l'assainissement individuel



CARTE DE DIAGNOSTIC

Localisation du chapitre

Communes favorables	110
Communes défavorables	10
Communes à surveiller	10

Aptitude des sols à l'assainissement individuel

Favorable	110
Défavorable	10
À surveiller	10

Source : DREAL Charente-Maritime

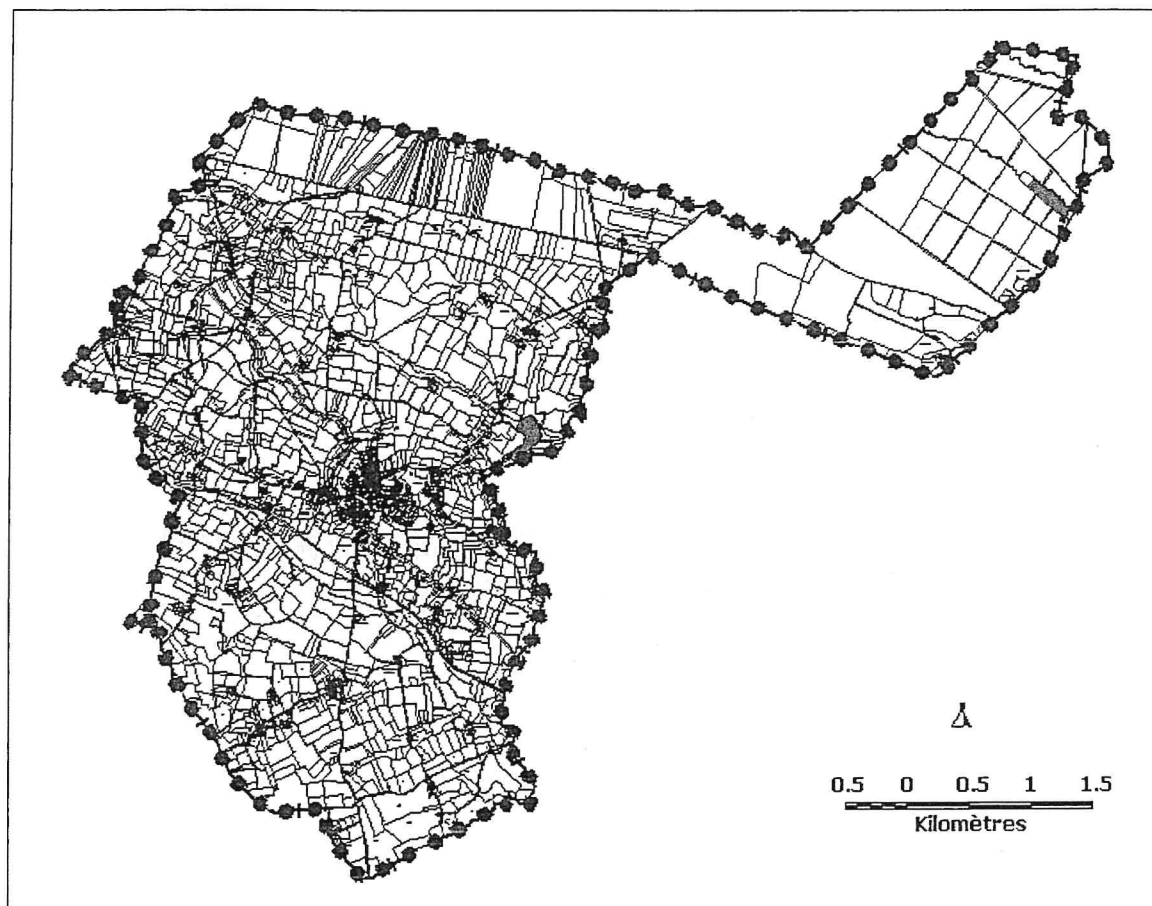
Document communiqué en vertu de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

ANNEXE 3 :

**Arrêté Préfectoral portant définition des zones à
risques d'exposition au plomb dans le département
de l'Orne**

L'ensemble du département de l'Orne a fait l'objet d'un classement en zone à risque d'exposition au plomb par arrêté ministériel du 25 avril 2006 issu de la loi relative à la politique de la santé, classant l'ensemble du territoire français en zone à risque d'exposition au plomb.

Risque d'exposition au plomb



Risque d'exposition au plomb